

Un article Le Point.fr du 29 juin 2013

Le riz au cadmium sème la panique en Chine. (01.07)

Le Century Weekly a encore frappé. Pour la troisième fois depuis 2011, le célèbre magazine chinois a de nouveau consacré sa une au dernier scandale alimentaire qui secoue la Chine : le riz au cadmium. "*Le cadmium est en train de ruiner la santé des Chinois*", écrit l'hebdomadaire sur la couverture de son numéro du 3 juin. "*Présent d'abord dans les sols, il contamine ensuite les rizières et, enfin, l'homme.*"

Il y a trois ans, ce titre réputé pour son journalisme d'investigation, propriété du groupe de presse Caixin, avait été le premier média chinois à enquêter sur les conséquences très nocives de ce métal lourd. Issu de l'activité minière, le cadmium est un minerai similaire au zinc provoquant chez l'individu qui l'absorbe via l'alimentation de graves déformations osseuses, des insuffisances rénales et des cancers. À l'époque, une étude réalisée par l'université de Nankin, citée dans l'article du Century Weekly, avait révélé que 10 % du riz produit en Chine était contaminé par cette substance cancérigène.

Mais la situation semble s'être aggravée entre-temps. Le mois dernier, la Chine a découvert avec effroi que près de la moitié du riz vendu à Canton était impropre à la consommation, selon une étude réalisée en mai par la municipalité de cette grande métropole du sud. Sur 18 échantillons de riz testés, 8 contenaient des teneurs en cadmium jusqu'à deux fois supérieures au maximum autorisé, actuellement de 0,2 milligramme par kilo.

"*C'est à cause de la pollution des sols et de l'eau. En Chine, les industries minières et chimiques déversent leurs déchets dans les fleuves et les rivières. C'est cette même eau qui est ensuite utilisée pour l'irrigation par les riziculteurs*", explique Wu Heng, un expert en sécurité alimentaire. La situation est particulièrement critique dans la province du Hunan, l'un des greniers de la Chine d'où provenait en grande partie le riz toxique consommé à Canton.

Depuis, l'affaire continue de faire les gros titres de la presse chinoise. Car cette fois-ci, contrairement aux scandales alimentaires précédents, c'est l'aliment de base des Chinois qui est en cause. "*La qualité du riz, c'est fondamental. On en mange tous les jours !*" explique Pan Guizhen, une grossiste interrogée au marché alimentaire de Xinfadi, où s'approvisionnent les supermarchés et les restaurants de la capitale chinoise.

Consommé, sous formes diverses, à tous les repas, par 65 % de la population chinoise, le riz est une denrée stratégique. La Chine en produit 200 millions de tonnes par an - une production étroitement contrôlée par les autorités qui rachètent le grain blanc aux paysans locaux à un prix supérieur au prix mondial pour assurer des réserves suffisantes. Depuis 2011, cependant, la Chine est importatrice nette de riz. Les importations chinoises de riz thaïlandais, plus cher mais de meilleure qualité, devraient d'ailleurs augmenter si la prochaine récolte d'automne en Chine révélait de nouveau des taux en cadmium trop importants.

Si le scandale a choqué l'opinion publique, très sensible à la sécurité alimentaire depuis l'affaire du lait mélaminé qui, en 2008, avait intoxiqué 300 000 bébés, les professionnels du secteur, en revanche, n'ont pas été surpris. "*Ce n'était pas un secret dans l'industrie*", raconte Zhang Guoming, un commerçant qui tient boutique depuis dix ans sur le marché de Xinfadi. La Chine n'est d'ailleurs pas le premier pays touché. Dès 1912 dans la préfecture japonaise de Toyama, des centaines de personnes furent intoxiquées par du riz au cadmium, résultat de la pollution déversée dans l'eau et l'air par les industries de cette importante région minière.

Mais contrairement au Japon, qui a depuis reconnu officiellement et indemnisé les victimes, la Chine n'est pas encore remontée à la source du problème. En attendant, les producteurs et les détaillants de riz s'organisent. "*À l'époque, on achetait du riz du Hunan car nos clients en voulaient. Maintenant, on fait plus attention, on achète du riz de marque, mais impossible de savoir s'il est contaminé ou non*", explique Wang Jiao, une jeune commerçante de 22 ans.

En janvier, le Conseil d'État chinois a certes pris une directive sur le sujet, mais concrètement, sur le terrain, la pollution perdure. "*C'est particulièrement difficile de dépolluer les sols. Cela demande beaucoup de temps et d'argent*", explique Wu Heng, le spécialiste en sécurité alimentaire. "*Il faut que les gouvernements locaux indemnisent les riziculteurs pour qu'ils puissent abandonner leurs champs pollués et aller cultiver sur des terrains propres. Sans cela, le problème pourrait encore continuer pendant dix, voire vingt, ans.*"

Un article Le Nouvel Obs du 30 juin 2013

Espionnage de l'UE par la NSA : ce que l'on sait. (01.07)

L'Union européenne aurait été surveillée par l'agence américaine, selon "Der Spiegel". Les Européens somment Washington de s'expliquer.

De nouvelles révélations sur une surveillance à grande échelle par les services secrets américains. Début juin, on apprenait que la National Security Agency (NSA), une agence de renseignement américaine, avait accès aux communications électroniques mondiales dans le cadre du programme "Prism", notamment via des accords passés avec les géants du net comme Facebook, Google, ou encore Skype. Depuis samedi 29 juin, la NSA est accusée d'avoir espionné l'Union européenne.

D'où vient ce nouveau scandale ?

Ces révélations viennent de l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel", qui a assuré dans son édition de dimanche que "Prism", le programme d'espionnage de la NSA, avait visé les institutions de l'Union européenne.

"Le Spiegel" fonde ses accusations sur des documents confidentiels dont il a pu avoir connaissance grâce à l'ancien consultant américain de la NSA, Edward Snowden, au coeur d'un imbroglio mondial digne des meilleurs romans d'espionnage. Auteur de révélations explosives, Edward Snowden, qui a sollicité l'asile politique en Equateur, est bloqué depuis une semaine à l'aéroport de Moscou, son passeport ayant été annulé par les Etats-Unis, qui réclament son extradition pour espionnage.

Quels étaient les dispositifs d'espionnage de l'Union européenne ?

Selon le "Spiegel", le programme était constitué non seulement de micros installés dans les bâtiments de l'UE, mais aussi d'une infiltration du réseau informatique qui lui permettait de lire les courriers électroniques et les documents internes.

Qui était ciblé ?

Dans les documents consultés par le magazine allemand, les Européens sont explicitement désignés comme des "cibles à attaquer".

Les représentations diplomatiques de l'Union européenne à Washington et à l'ONU auraient espionnées. La NSA aurait même étendu ses opérations jusqu'à Bruxelles.

Il y a "plus de cinq ans", écrit "Der Spiegel", les experts en sécurité de l'UE avaient découvert un système d'écoutes sur le réseau téléphonique et internet du bâtiment Justus-Lipsius, principal siège du Conseil de l'Union européenne, et qui remontait jusqu'au quartier général de l'Otan en banlieue de Bruxelles. En 2003, l'UE avait confirmé la découverte d'un système d'écoutes téléphoniques des bureaux de plusieurs pays, dont la France et l'Allemagne. Mais il est difficile de savoir s'il s'agit de cette histoire dont parle l'article de "Der Spiegel".

Outre les institutions de l'UE, les communications électroniques de millions de citoyens européens auraient été surveillées via le programme "Prism".

Quels pays étaient en particulier surveillés ?

L'Allemagne est "le pays européen le plus surveillé" par la NSA, avec 500 millions de connexions téléphoniques et Internet enregistrées mensuellement, assure le "Spiegel", qui explique qu'une journée "normale" d'espionnage concerne environ 15 millions d'appels téléphoniques recensés en Allemagne, contre environ deux millions quotidiennement en France.

L'Allemagne, comme la France, sont considérées par la NSA comme moins fiables que le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, explique aussi *"Der Spiegel"* se fondant sur ces documents.

Comment se défendent les Etats-Unis ?

Les Européens sont *"parmi les alliés les plus proches"* des Etats-Unis, a assuré dimanche le conseiller adjoint à la Sécurité nationale, Ben Rhodes, dans l'unique réaction américaine à ce stade. Interrogée par l'AFP, la porte-parole du Département d'Etat américain, Marie Harf, s'est refusée à tout commentaire.

Que répondent les Européens ?

Les Européens somment Washington de s'expliquer. Ils ont exigé dimanche des explications sur le programme d'espionnage américain. Bruxelles a même averti des possibles conséquences sur la négociation d'une zone de libre-échange transatlantique.

"Entre partenaires, on n'espionne pas", a lancé dimanche au Luxembourg la commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding. *"On ne peut pas négocier sur un grand marché transatlantique s'il y a le moindre doute que nos partenaires ciblent des écoutes vers les bureaux des négociateurs européens"*, a-t-elle estimé, en réclamant que les Etats-Unis *"dissipent ces doutes très rapidement"*.

Directement concerné par cette négociation, le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, a jugé sur une chaîne de télévision belge que l'affaire serait *"très grave"* si ces allégations étaient confirmées. Il a toutefois refusé de s'engager dans une escalade verbale, dans l'attente des explications réclamées par l'UE à Washington.

"Clarté, vérité et transparence : c'est ce qu'on peut et doit attendre de nos amis et alliés. Les explications américaines sont nécessaires et urgentes", a de son côté affirmé sur son compte Twitter le commissaire français, Michel Barnier.

Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a quant à lui évoqué un possible *"immense scandale"*, tandis que le député européen écologiste Daniel Conh-Bendit a appelé à une rupture immédiate des négociations sur le traité de libre-échange transatlantique, qui viennent d'être lancées, tant qu'un accord n'a pas été signé avec les États-Unis sur la protection des données personnelles.

Des négociations en ce sens, lancées en 2011, n'ont toujours pas abouti.

Après les premières révélations sur *"Prism"*, la Commission européenne avait assuré que Washington avait accepté d'informer les Européens. Mais la promesse ne semble pas avoir été tenue, Bruxelles ayant à nouveau réclamé le 19 juin des réponses *"aussi rapidement que possible"*.

Comment ont réagi la France et l'Allemagne, particulièrement visées ?

La France a elle aussi demandé des explications *"dans les plus brefs délais"*. *"Ces faits, s'ils étaient confirmés, seraient tout à fait inacceptables"*, a déclaré le chef de sa diplomatie, Laurent Fabius. La ministre française de la Justice, Christiane Taubira, a été plus loin, en estimant que si Washington avait bel et bien mené les opérations d'espionnage décrites par le *"Spiegel"*, ce serait *"un acte d'hostilité inqualifiable"*.

Pour son homologue allemande Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, *"cela dépasse l'entendement que nos amis américains considèrent les Européens comme des ennemis"*. *"Ce n'est pas sans rappeler des actions entre ennemis pendant la Guerre froide"*, a-t-elle ajouté, cinglante, réclamant elle aussi des explications *"immédiatement et en détail"*.

Un article AFP le 1er juillet 2013

Kazakhstan: lancement du gisement d'hydrocarbures géant de Kachagan. (03.07)

Le Kazakhstan a lancé dimanche, lors d'une visite du Premier ministre britannique David Cameron, l'exploitation plusieurs fois retardée du gisement d'hydrocarbures géant de Kachagan, dans la mer Caspienne, a annoncé lundi le service de presse de la présidence.

"L'exploitation de Kachagan ouvre une nouvelle ère pour l'industrie pétrolière et gazière du Kazakhstan", a déclaré le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, cité dans un communiqué.

Le chef de l'Etat de cette république d'Asie centrale a inauguré dimanche avec David Cameron l'usine de Bolachak, qui doit traiter les hydrocarbures extraits de cet immense gisement situé à 4.200 mètres de profondeur sous la mer Caspienne, dans l'ouest du pays.

Le gisement de Kachagan est considéré comme l'un des plus prometteurs découvert lors de ces 40 dernières années. Selon M. Nazarbaïev, sa production devrait atteindre, dans un délai qu'il n'a pas précisé, une production quotidienne de 450.000 barils de pétrole et 8,8 millions de mètres cubes de gaz. Il représente plus de 2.500 emplois.

Le projet est mené par le consortium NCOG, dont sont actionnaires le kazakh KMG, l'italien Eni, l'américain ExxonMobil, l'anglo-néerlandais Shell et le français Total avec 16,81% chacun, ainsi que l'américain ConocoPhillips (8,4%) et le japonais Inpex (7,56%).

Son lancement a subi d'importants retards, qui avaient poussé les autorités kazakhes à suspendre provisoirement les activités d'Eni en 2007.

Doté de réserves massives d'hydrocarbures, le Kazakhstan, la plus grande et la plus riche des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, a considérablement développé la production de pétrole et de gaz ces dernières années.

Selon le gouvernement américain, sa production d'or noir a dépassé en 2003 un million de barils par jour pour atteindre en 2012 1,6 million de barils par jour, ce qui en fait le deuxième producteur de brut dans l'ex-URSS, après la Russie.

En matière de gaz naturel, le pays a doublé entre 2000 et 2009 sa production, désormais suffisante pour sa consommation domestique.

Accompagné d'une délégation de plus de 30 hommes d'affaires, David Cameron est arrivé dimanche au Kazakhstan et a rencontré dès son arrivée Noursoultan Nazarbaïev à Atyraou, "la capitale pétrolière" à l'ouest du pays, à 1.500 kilomètres de la capitale, Astana.

Lors de sa visite de deux jours, la première d'un Premier ministre britannique au Kazakhstan, M. Cameron a signé plus de dix accord dépassant un milliard de dollars, a indiqué le service de presse de la présidence kazakh.

"Nous sommes à la recherche d'emplois et d'investissements. C'est l'un des pays émergents les plus dynamiques au monde", avait déclaré M. Cameron à la BBC dimanche depuis Atyraou.

Le Premier ministre britannique était arrivé à Atyraou en provenance du Pakistan. Il avait auparavant effectué une visite surprise en Afghanistan, où sont déployés quelque 7.900 soldats britanniques.

Un article 20minutes.fr du 2 juillet 2013

Le nombre de sans domicile a augmenté de 50% depuis 2001. (03.07)

Environ 141.500 personnes, dont 30.000 enfants, étaient sans domicile début 2012 en France, soit une progression de près de 50% depuis 2001, selon une étude de l'Insee rendue publique mardi.

Près de deux sans domicile sur cinq sont des femmes. Avec ou sans enfants, elles bénéficient de conditions d'hébergement souvent plus stables que les hommes seuls et étrangers.

L'enquête se base sur les personnes ayant fréquenté les services d'hébergement ou de restauration dans les agglomérations de plus de 20.000 habitants, entre le 23 janvier et le 3 mars 2012.

Parmi 103.000 personnes recensées, 81.000 étaient sans domicile, c'est-à-dire qu'elles avaient passé la nuit précédent l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation (on parle alors de sans-abri), ou qu'elles avaient dormi dans un service d'hébergement (hôtel ou logement payé par une association, chambre ou dortoirs dans un hébergement collectif, lieu ouvert en cas de grand froid). Ces 81.000 personnes étaient accompagnées de 30.000 enfants.

En ajoutant les 8.000 sans-domicile des communes rurales et des petites agglomérations et les 22.500 personnes en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), l'Insee totalise 141.500 personnes sans domicile début 2012.

Sur les 81.000 adultes sans domicile recensés dans les agglomérations de plus de 20.000 habitants, 53% étaient d'origine étrangère, alors qu'ils n'étaient que 38% en 2001. Ce chiffre est en augmentation en raison de la hausse du nombre des demandeurs d'asile sans places en Cada.

L'étude se penche plus particulièrement sur les 66.300 adultes francophones sans domicile. Près de la moitié étaient en centre d'hébergement collectif (11% dans un centre qu'ils doivent quitter le matin, 35% dans un centre où l'on peut rester la journée), un tiers dans un logement payé par une association, 12% dans un hôtel, et 9% étaient des sans-abri.

La moitié de ces sans-abri n'avaient pas voulu dormir en centre d'hébergement à cause du manque d'hygiène et de l'insécurité. Les autres ont été refusés par manque de places ou n'ont pu s'y rendre (arrivée trop tardive, chiens non admis, etc.).

Les femmes accompagnées d'enfants sont majoritairement hébergées en hôtel ou en logement associatif. Les personnes seules sont plus nombreuses dans les centres collectifs ou parmi les sans-abri, mais on y compte moins de femmes seules que d'hommes seuls.

Les hôtels accueillent principalement les femmes étrangères, tandis que les hommes seuls étrangers connaissent les conditions les plus précaires (à la rue ou dans les centres à quitter le matin).

Un article AFP du 2 juillet 2013

Rémunérations en hausse des patrons de sociétés cotées, hors CAC 40. (03.07)

Les dirigeants de grandes entreprises cotées en bourse hors CAC 40 ont vu leur rémunération totale augmenter depuis la crise de 2008, notamment ceux à la tête de sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros, selon une étude présentée mardi. Cette étude annuelle de l'ATH, association technique de cabinets d'audit et d'experts comptables, s'appuie sur un panel de 388 dirigeants de 154 sociétés cotées hors CAC 40, banque et assurance.

Elle montre que les dirigeants d'entreprises à capitalisation boursière de plus d'un milliard d'euros (catégorie A, par exemple TF1, Havas ou Areva) ont vu leur rémunération totale moyenne baisser de 17% entre 2008 et 2012.

Ceux dont les entreprises ont une capitalisation boursière comprise entre 150 millions et un milliard (catégorie B, par exemple Meetic ou Gaumont) ont en revanche bénéficié d'une hausse de leur rémunération totale de 3%, tandis que ceux dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions (catégorie C, Mr Bricolage) ont été augmenté de 18%, assure l'association.

Dans le même temps, la rémunération moyenne des dirigeants du CAC 40 a, elle, augmenté de 21%, rappelle ATH. Ceux-ci, qui gagnaient déjà deux fois plus que les responsables de sociétés de catégorie A en 2008, gagnent désormais quasiment trois fois plus.

Dans le détail des rémunérations, la part variable est globalement restée stable entre 2008 et 2012 dans l'ensemble des entreprises cotées interrogées, avec à nouveau une baisse pour les dirigeants des entreprises de catégorie A et une évolution modérée pour les deux autres catégories.

Seuls 28% du panel, soit 109 dirigeants d'entreprise, assurent en outre avoir bénéficié d'options de souscription ou d'achat d'actions dont les montants ont progressé de 25% sur cinq ans, précise encore ATH (+145% pour les catégories C).

Les Golden parachutes bénéficient également à 28% des dirigeants d'entreprises cotées, surtout ceux de catégorie A (50%), mais correspondent à des montants hétérogènes (entre 6 et 24 mois de salaires).

Ils sont également 26% à bénéficier d'une retraite supplémentaire, dont toujours la moitié des dirigeants de sociétés de catégorie A.

L'association ATH a en outre calculé que 63% des dirigeants interrogés gagnaient moins de 450.000 euros par an, la limite imposée par le gouvernement aux responsables d'entreprises publiques.

Elle a également estimé à 23 millions d'euros le surcoût pour les 41 entreprises comprenant des dirigeants rémunérés au delà d'un million d'euros, de la nouvelle fiscalité à 75%.

Enfin, ATH a regretté que sur 388 dirigeants de ces sociétés, 22 seulement soient des femmes dont une seule PDG (d'une entreprise de catégorie C). Leur rémunération moyenne est en outre équivalente à 59% de celle des hommes.

Un article Réseau Voltaire du 1er juillet 2013

Le prix de la vérité. (03.07)

Alors que la presse internationale traite les informations d'Edward Snowden comme des révélations sur le programme PRISM et feint de découvrir ce que tout le monde pouvait savoir depuis longtemps, Thierry Meyssan s'intéresse au sens de cette rébellion. De ce point de vue, il attache beaucoup plus d'importance au cas du général Cartwright, également mis en examen pour espionnage.

Les fonctionnaires états-uniens, civils ou militaires, qui encourent 30 ans minimum de réclusion pour avoir révélé à la presse des secrets d'État US, sont-ils des « lanceurs d'alerte » exerçant un contre-pouvoir dans un système démocratique ou des « résistants à l'oppression » d'une dictature militaro-policière ? La réponse à cette question ne dépend pas de nos propres opinions politiques, mais de la nature de l'État US. Cette réponse change totalement si l'on se concentre sur le cas de Bradley Manning, le jeune soldat gauchiste de Wikileaks, ou si on y intègre le cas du général Cartwright, conseiller militaire du président Obama, mis en examen jeudi 27 juin 2013 pour espionnage.

Ici, un retour en arrière est nécessaire pour comprendre comment on passe de l'« espionnage » au profit d'une puissance étrangère à la « déloyauté » face à une organisation criminelle qui vous emploie.

Pire que la censure : la criminalisation des sources

Le président des États-Unis et Prix Nobel de la paix, Woodrow Wilson, tenta de donner à l'Exécutif le pouvoir de censurer la presse lorsque la « sécurité nationale » ou la « réputation du gouvernement » sont en jeu. Dans son discours sur l'état de l'Union (7 décembre 1915), il déclara : « *Il y a des citoyens des États-Unis ... qui ont versé le poison de la déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale, qui ont cherché à traîner l'autorité et la bonne réputation de notre gouvernement dans le mépris ... à détruire nos industries ... et à avilir notre politique au profit d'intrigues étrangères Nous sommes sans lois fédérales adéquates Je vous exhorte à faire rien de moins que de sauver l'honneur et le respect de soi de la nation. De telles créatures de la passion, de la déloyauté, et de l'anarchie doivent être écrasées* » [1].

Cependant, le Congrès ne le suivit pas immédiatement. À la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, il vota l'Espionage Act, reprenant l'essentiel de l'Official Secrets Act britannique. Il ne s'agit plus de censurer la presse, mais de lui couper l'accès à l'information en interdisant aux dépositaires des secrets d'État de les communiquer. Ce dispositif permet aux Anglo-Saxons de se présenter comme des « défenseurs de la liberté d'expression », alors qu'ils sont les pires violateurs du droit démocratique à l'information, défendu constitutionnellement par les pays scandinaves.

Le silence, pas le secret

De la sorte, les Anglo-Saxons restent moins bien informés de ce qui se passe chez eux que ne peuvent l'être les étrangers. Par exemple, durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada purent ainsi maintenir le secret chez eux sur le Projet Manhattan de construction de la bombe atomique, alors qu'il employait 130 000 personnes pendant 4 ans et qu'il était largement pénétré par les services secrets étrangers. Pourquoi ? Parce que Washington ne préparait pas cette arme pour cette guerre, mais pour la suivante, contre l'Union soviétique. Comme l'ont montré les historiens russes, la capitulation du Japon fut reportée jusqu'à ce qu'Hiroshima et Nagasaki soient détruites, comme avertissement à l'URSS. Si les États-Unis avaient su que leur pays disposait d'une telle arme, leurs dirigeants auraient eu à l'utiliser pour en finir avec l'Allemagne et non pas pour menacer l'allié soviétique au détriment des Japonais. En réalité, la Guerre froide commençait avant la fin de la Seconde Guerre mondiale [2].

En matière de secret, on observera que Staline et Hitler furent informés du Projet Manhattan dès son lancement. Ils disposaient en effet d'agents dans la place. Tandis que Truman n'en fut pas informé en sa qualité de vice-président, mais seulement au dernier moment, après le décès du président Roosevelt.

La véritable utilité de l'Espionage Act

Quoi qu'il en soit, l'Espionage Act ne traite que secondairement d'espionnage comme le montre sa jurisprudence.

En période de guerre, il sert à sanctionner les opinions dissidentes. Ainsi, en 1919, la Cour suprême a admis dans les affaires Schrenck contre États-Unis, et Abrams contre États-Unis que le fait d'appeler à l'insoumission ou à ne pas intervenir contre la Révolution russe tombait sous le coup de l'Espionage Act.

En période de paix, la même loi sert à empêcher les fonctionnaires à rendre publics un système de fraudes ou des crimes commis par l'État, même lorsque leurs révélations sont déjà connues, mais pas encore attestées.

Sous l'administration de Barack Obama, l'Espionage Act aura été invoqué 8 fois, un record en temps de paix. Laissons de côté le cas de John Kiriakou, un officier de la CIA qui a révélé l'arrestation et la torture d'Abou Zoubeida. Loin d'être un héros, Kiriakou est en réalité un agent provocateur de l'Agence chargé de faire accroire le public aux pseudos aveux extorqués à Zoubeida pour justifier a posteriori la « *lutte contre le terrorisme* » [3].

Éliminons également le cas de Shamal Leibowitz, dans la mesure où ses révélations ne furent jamais diffusées au public. Restent 6 cas qui nous enseignent sur le système militaro-policié US.

Stephen Jin-Woo Kim a confirmé à Fox News que la Corée du Nord préparait un test nucléaire, malgré les menaces US ; une confirmation qui ne portait aucun tort aux USA sinon celui de souligner leur incapacité à se faire obéir par la Corée du Nord. Dans un autre contexte, cette information avait déjà été diffusée par Bob Woodward sans provoquer de réactions.

Thomas Andrew Drake a révélé la gabegie du programme Trailblazer à un membre de la Commission du Renseignement de la Chambre des représentants. Il lui a été reproché d'avoir informé les parlementaires chargés de surveiller les agences de renseignement de ce que la NSA jetait secrètement des milliards par les fenêtres. Trailblazer visait à trouver un moyen d'implanter des virus sur n'importe quel ordinateur ou téléphone portable. Il n'a jamais fonctionné.

Dans la même veine, Edward Snowden, un employé du cabinet juridique Booz Allen Hamilton, a rendu publics divers documents de la NSA attestant de l'espionnage US en Chine aussi bien que de celui des invités au G20 britannique. Surtout, il a montré l'ampleur du système d'écoutes militaire des téléphones et du web, auquel nul ne peut échapper fut-il président des États-Unis. La classe politique US le décrit comme « *un traître à abattre* », uniquement parce que ses documents empêchent la NSA de continuer à nier devant le Congrès des activités connues de tous de longue date.

Bradley Manning, un simple soldat, a transmis à Wikileaks les vidéos de deux bavures de l'armée, 500 000 rapports de renseignement des bases militaires en Afghanistan et en Irak, et 250 000 câbles sur les renseignements recueillis par les diplomates US lors de conversations avec des hommes politiques étrangers. Rien de tout cela n'a d'importance capitale, mais cette documentation donne une piètre idée des ragots récoltés par le département d'État et qui servent de base à sa « *diplomatie* ».

Jeffrey Alexander Sterling est un employé de la CIA qui révéla au New York Times « *l'Opération Merlin* ». Plus étonnant, le général James Cartwright était le numéro 2 des armées, en sa qualité de chef d'état-major adjoint interarmes, et un conseiller proche du président au point d'être surnommé « *le général d'Obama* ». Il aurait révélé, l'an dernier, au New York Times « *l'Opération Jeux Olympiques* », et vient d'être placé sous enquête, selon CNN.

Sterling et Cartwright ne croient pas au mythe israélien de « *la bombe atomique des mollahs* ». Ils ont donc tenté de désamorcer la guerre dans laquelle Tel-Aviv tente de précipiter leur pays. « *L'Opération Merlin* » consistait à faire parvenir à l'Iran de fausses informations sur la fabrication de la bombe. En réalité, il s'agissait de pousser l'Iran à engager un programme militaire nucléaire de manière à justifier a posteriori l'accusation israélienne [4]. Quant à « *l'Opération Jeux Olympiques* », elle consistait à implanter les virus Stuxnet et Flame dans la centrale de Natanz, pour en perturber le fonctionnement, notamment les centrifugeuses [5]. Il s'agissait donc de bloquer le programme nucléaire civil de l'Iran. Aucune de ces révélations n'a porté atteinte aux intérêts US, mais aux ambitions d'Israël.

De grands résistants

Une opposition de salon nous présente les hommes mis en cause au nom de l'Espionage Act comme des « lanceurs d'alerte » (whistleblower), comme si les États-Unis d'aujourd'hui étaient une réelle démocratie et qu'ils alertaient les citoyens de quelques erreurs à corriger. En réalité, ils nous apprennent qu'aux États-Unis, du simple soldat (Bradley Manning) au numéro 2 des armées (le général Cartwright), des hommes tentent comme ils le peuvent de lutter contre un système dictatorial lorsqu'ils découvrent en être un rouage. Face à un système monstrueux, ils sont à placer au niveau de grands résistants comme l'Amiral Canaris ou le comte de Stauffenberg.

Notes.

[1] "There are citizens of the United States ... who have poured the poison of disloyalty into the very arteries of our national life ; who have sought to bring the authority and good name of our Government into contempt ... to destroy our industries ... and to debase our politics to the uses of foreign intrigue.... [W]e are without adequate federal laws.... I am urging you to do nothing less than save the honor and self-respect of the nation. Such creatures of passion, disloyalty, and anarchy must be crushed out."

[2] « La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943 » « Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin... » et « La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie », entretien de Viktor Litovkine avec Valentin Faline, Ria-Novosti/Réseau Voltaire, 30 mars, 1er et 6 avril 2005.

[3] « Abou Zoubeida, la "balance d'Al-Qaida" », et « La torture occultée : Lee Hamilton, John Brennan et Abou Zoubeida », par Kevin Ryan, Traduction Maxime Chaix, Réseau Voltaire, 17 janvier et 25 février 2013.

[4] State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration, par James Risen, Free Press, 2006.

[5] « Obama Order Sped Up Wave of Cyberattacks Against Iran », par David E. Sanger, The New York Times, 1er juin 2012. « Did America's Cyber Attack on Iran Make Us More Vulnerable ? », par Marc Ambinder, The Atlantic, 5 juin 2012. « The rewards (and risks) of cyber war », par Steve Call, The New Yorker, 7 juin 2012. « U.S., Israel developed Flame computer virus to slow Iranian nuclear efforts, officials say », par Ellen Nakashima, Greg Miller et Julie Tate, The Washington Post, 19 juin 2012.

Un article Atlantico.fr du 3 juillet 2013

2,7 millions d'enfants pauvres en France : une bombe à retardement ? (04.07)

Selon une étude de l'Insee publiée mercredi, 40 000 Français supplémentaires sont tombés sous le seuil de pauvreté en 2010 par rapport à 2009. Les enfants sont particulièrement touchés, avec 2,7 millions d'enfants pauvres et un taux de pauvreté des moins de 18 ans atteignant 19,6%.

Par Julien Damon est ancien sous-directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales et professeur associé à Sciences Po (Cycle d'aménagement et d'urbanisme), et Nina Schmidt est sociologue de formation, elle est responsable de l'antenne Ile-de-France de l'Observatoire des inégalités et plus spécifiquement en charge du développement d'un projet de sensibilisation des jeunes aux inégalités et aux discriminations.

Atlantico : Selon les chiffres révélés par une enquête de l'Insee ce mercredi (voir l'enquête), un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France, soit près de 3 millions d'enfants. Qui sont concrètement ces enfants, quel est leur profil sociologique ?

Julien Damon : Je tiens d'abord à préciser qu'il ne s'agit pas d'une information exceptionnelle. Cela doit bien faire une dizaine d'années que l'on reporte des chiffres de cet ordre. Le phénomène n'est pas neuf et n'a pas explosé. Environ 20 % des enfants sont, en effet, sous le seuil de pauvreté.

Pour ce qui est du profil de ces enfants, trois grands facteurs peuvent contribuer à la pauvreté. D'abord le taux d'activité. Nombre de ces enfants vivent dans des familles dont le taux d'emploi est extrêmement faible.

Ensuite, on assiste à une "*monoparentalisation*" de la pauvreté. Auparavant les enfants pauvres vivaient surtout dans des familles nombreuses, aujourd'hui ils sont plutôt dans des familles monoparentales. Cela s'explique aisément car le potentiel de ressources est plus faible et, surtout, car les familles nombreuses sont de moins en moins nombreuses, et les familles monoparentales de plus en plus nombreuses.

Le troisième facteur de pauvreté, qui est le plus sensible, c'est l'immigration. Le taux de pauvreté des enfants vivant dans une famille dont la personne de référence est immigrée, est de plus de deux enfants sur cinq !

Par ailleurs, on constate une spécificité géographique. Si au niveau national un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, c'est le cas de la moitié des enfants vivant dans les zones urbaines sensibles (qui concentrent bien souvent les facteurs de pauvreté évoqués ci-dessus). C'est extrêmement problématique, même si, je tiens à le souligner, ce n'est pas nouveau.

Si ces indicateurs ont évolué, avec une augmentation de la pauvreté entre 2009 et 2010, la période 2000/2009, a quant elle été marquée par une baisse de la pauvreté. Mais comme la démographie en France est dynamique, le nombre d'enfants pauvres augmente pour atteindre 2,7 millions précisément.

Nina Schmidt : Ces enfants sont pauvres parce que leurs parents le sont, c'est-à-dire qu'ils disposent de revenus insuffisants, notamment du fait du chômage, des bas salaires et du morcellement des temps de travail (temps partiel, intérim, CDD, etc.). Les femmes à la tête d'une famille monoparentale sont particulièrement touchées par la pauvreté, et donc les enfants de ces foyers aussi. Le taux de pauvreté des immigrés et des étrangers est aussi supérieur à la moyenne, notamment parce qu'ils sont plus souvent exclus du marché de l'emploi en France. Bref, un enfant pauvre est un enfant vivant dans une famille pauvre, dont la catégorie socioprofessionnelle des parents et les revenus qui vont avec sont peu élevés.

Doit-on craindre les conséquences d'une telle situation ? Sommes-nous face à une bombe à retardement ?

Julien Damon : Oui, mais comme la mèche est allumée depuis longtemps, il n'y a pas à voir cela de façon catastrophique. Je pense que plutôt que le sujet même de la pauvreté comme instrument de mesure, ce sont les trois autres phénomènes qui devraient nous inquiéter. A savoir, les enfants grandissant dans des foyers sans activité et où les revenus du ménage sont intégralement composés de prestations sociales, qui ne savent pas ce qu'est le travail et dont les parents sont effondrés. Ou encore, les enfants victimes de divorces et de séparation qui n'ont généralement pas les mêmes succès en matière éducative que les autres enfants.

Sur le troisième phénomène qu'est l'immigration, les enfants peuvent connaître des difficultés liées à l'intégration. Les conséquences de ces trois facteurs sont graves car ils mènent à une ghettoïsation d'une partie de la jeunesse. Les enfants qui cumulent ces trois facteurs seraient environ un demi million. La situation d'un demi million d'enfants est donc extrêmement préoccupante. Et les conséquences sont en partie que les banlieues s'enflamment et qu'il existe une coupure de plus en plus nette entre les centres villes qui sont des attractions pour bobo et des quartiers pourris. Plus qu'un problème hexagonal de pauvreté, il faut s'inquiéter des problèmes de chômage, de monoparentalité et de ghettoïsation d'une partie de la jeunesse.

Nina Schmidt : Ce qui est inquiétant c'est l'installation durable dans la pauvreté de ces catégories de parents. Et l'exclusion de ces personnes et de leurs enfants de certains standards de vie dont est dotée une société développée comme la nôtre. Cette exclusion nous heurte davantage quand il s'agit des enfants. D'ailleurs, selon l'enquête "Standards de vie" de l'Insee menée en janvier 2006 auprès de 5 900 personnes, 90 % d'entre elles jugeaient inacceptable de " *ne pas pouvoir payer à ses enfants des vêtements et des chaussures à leur taille* ", 89 % de " *ne pas pouvoir payer des appareils dentaires à ses enfants* " et 86 % de " *ne pas avoir assez de rechange pour envoyer ses enfants à l'école avec des vêtements toujours propres* ".

L'avenir de ces enfants est-il forcément compromis par rapport à leurs camarades plus chanceux ? Le seuil de pauvreté est-il un bon indicateur pour juger de l'avenir d'un enfant ?

Julien Damon : Il existe des enfants vivant dans des familles dont les revenus par unité de consommation sont inférieurs au seuil de pauvreté et qui n'ont pourtant pas le sentiment de se situer à la limite de l'indigence. Même s'ils ont conscience de vivre avec des revenus modestes. Certaines familles nombreuses, en divisant leurs revenus par le nombre de bouches à nourrir, se retrouvent facilement sous le seuil de pauvreté mais ne connaissent pas de problèmes particuliers et ne suscitent pas d'inquiétudes quant à l'avenir. Ce qui est grave c'est la ghettoïsation d'une partie de la jeunesse et le défaut d'intégration, en termes de travail notamment. Voilà ce que masquent les chiffres de la pauvreté.

Il faut, techniquement, se demander ce que l'on définit par le seuil de pauvreté. Pour une personne seule, le seuil de pauvreté est à peu près équivalent à 1000 euros net par mois (précisément 60% de la médiane des revenus). Quoiqu'on en dise c'est relativement élevé (il s'agit, en gros, du SMIC) Si vous êtes dans une famille où deux actifs travaillent et arrivent avec 3000 euros par mois dans leurs poches et qu'ils ont entre 4 et 5 enfants, cette famille est sous le seuil de pauvreté. Ces ressources sont certes modestes, mais, surtout si le ménage est propriétaire de son logement, cela ne pèsera pas sur l'avenir de ces enfants.

Nina Schmidt : Bien sûr, le niveau de vie d'un enfant, le milieu social dans lequel il grandit, a un impact sur son avenir, plus précisément sur sa réussite à l'école et dans les études. La France est un des pays où le milieu social pèse le plus sur les résultats scolaires. Et il est évident que les enfants issus de milieux défavorisés vont avoir moins de chances de réussir à l'école, de faire des études longues et prestigieuses et d'accéder aux emplois auxquels ils mènent. Cela dit, il y a des leviers à ce déterminisme social... Paradoxalement, l'école en est un. Mais surtout qui pourrait prédire à un enfant qu'il sera pauvre comme papa et/ou maman ? On ne peut pas parier de l'avenir d'un enfant sur le seuil de pauvreté de ses parents...

Cette situation ne risque-t-elle pas de créer de la frustration et de la colère au sein de toute une génération ?

Julien Damon : Le Royaume-Uni est confronté à des taux de pauvreté juvénile plus élevés, aux alentours de 25% de sa jeunesse. Ce n'est pas pour cela que la jeunesse britannique est plus désespérée ou plus ghettoïsée que la jeunesse française. La jeunesse française connaît un désespoir et une hargne plus prononcée. Au Royaume-Uni, la pauvreté est, si j'ose dire, mieux répartie. En France elle est concentrée dans les familles monoparentales et dans les populations immigrées dans les quartiers sensibles.

Nina Schmidt : Connaître la pauvreté dans son enfance ne va pas forcément développer de la frustration et de la colère d'abord parce que cela ne signifie pas que ces enfants seront pauvres à vie... (même si la pauvreté s'installe durablement pour certaines catégories de personnes). Et ensuite parce que lorsqu'on fait l'expérience de quelque chose, on n'est pas forcément en colère contre, on est davantage sensibilisé à cette réalité. Il est frappant de constater à quel point les jeunes issus de milieux modestes ont conscience de toutes les difficultés qu'ils rencontreront plus encore que leurs camarades plus aisés, que leur environnement familial influe sur ce qu'ils deviennent, mais aussi qu'à la naissance, nous sommes tous égaux et quand on veut, on peut. Même s'ils savent aussi que c'est quand on peut qu'on veut...

Comment agir concrètement pour améliorer la situation de ces enfants ?

Julien Damon : Il y a bien une orientation originale qu'il faudrait avoir à l'esprit et qui fait toujours sourire. Il faudrait que les gens se séparent moins. Du point de vue des finances publiques, chaque couple qui se sépare, c'est un besoin de logements supplémentaires. C'est extrêmement coûteux, y compris du point de vue des prestations publiques. L'idée n'est pas d'interdire les séparations mais de ne pas les inciter et, surtout, de les prévenir.

Dans les politiques publiques britanniques ou américaines vous avez cette orientation première qui est de valoriser la stabilité des unions et ce quelle que soit cette union (mariage, union libre). Aussi plus les familles monoparentales se recomposent, plus les enfants seront dans un contexte favorable parce qu'il y aura deux apporteurs de ressources.

L'ensemble des dispositifs d'action sociale dont l'orientation première est, aujourd'hui, de vous accompagner dans vos séparations, devrait en fait essayer de prévenir ces séparations. Et si les gens ne sont plus ensemble, il faut inciter à ce qu'ils trouvent d'autres partenaires. Tous ces centres sociaux qui ne servent pas à grand chose, mieux vaudrait les remplacer par des bars et des boîtes de nuit. Je ne pense pas que ce soit une idée si étrange... quand on voit combien le taux de pauvreté des enfants est lié aux familles monoparentales.

Nina Schmidt : Il faut réduire les inégalités, et par là-même l'exclusion de certains. L'école est un outil, peut-être pas telle qu'elle est actuellement, avec l'importance accordée aux notes, à l'évaluation, au classement et enfin au diplôme. Il faut que l'ensemble des enfants aient accès aux mêmes choses : que ce soit en termes de connaissances, mais aussi de soins et de loisirs, d'activités culturelles, de vacances...

Un article Reuters du 5 juillet 013

L'Unasur réclame des excuses de l'Europe pour l'escale de Morales. (05.07)

Plusieurs chefs d'Etat de la gauche sud-américaine ont réclamé jeudi des excuses publiques pour l'escale forcée de leur homologue bolivien Evo Morales après la fermeture des espaces aériens de plusieurs pays européens, dont la France, à la suite de rumeurs sur la présence avec lui d'Edward Snowden.

L'ancien consultant de la National Security Agency (NSA), recherché par les Etats-Unis pour ses révélations sur l'ampleur des programmes de surveillance et d'espionnage des services américains, ne se trouvait pas dans l'avion présidentiel.

Mais l'appareil, qui ramenait le président bolivien d'un sommet sur l'énergie à Moscou, a dû se détourner sur l'aéroport de Vienne où Morales a passé la nuit de mardi à mercredi.

Dans une déclaration commune, les pays de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) réclament des explications à la France, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Jose Manuel Garcia-Margallo, a estimé vendredi que son pays n'avait pas à présenter des excuses.

Il a expliqué dans une interview à la télévision nationale que l'autorisation de survol avait été accordée par Madrid, mais que sa durée avait expiré en raison de l'escale forcée de Vienne, due selon lui aux interdictions française et portugaise.

Une nouvelle autorisation a alors été accordée et l'appareil a pu ultérieurement faire une escale technique aux Canaries, a-t-il ajouté.

"L'Espagne n'a en aucune manière à demander pardon, parce que son espace aérien n'a jamais été fermé", a-t-il dit.

Le communiqué diffusé à l'issue d'un sommet organisé dans l'urgence à Cochabamba, le berceau de la carrière politique de Morales, ne mentionne pas les Etats-Unis, pourtant soupçonnés par certaines capitales sud-américaines d'avoir fait pression sur les Européens.

Evo Morales, qui a regagné son pays tard mercredi avec 24 heures de retard, a indiqué qu'il envisageait de faire fermer l'ambassade des Etats-Unis à La Paz.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a rapporté de son côté qu'un ministre d'un gouvernement européen, dont il a tu le nom, lui avait dit que la CIA, l'agence centrale du renseignement US, était derrière cet incident.

"Nous ne sommes plus des colonies, nous méritons le respect, et lorsqu'un de nos gouvernements est insulté, nous sommes tous insultés", a dit son homologue uruguayen Jose Mujica.

L'Equatorien Rafael Correa a relevé pour sa part que si un pays avait interdit son espace aérien au président des Etats-Unis ou d'un Etat européen, la situation aurait été tout autre. *"Les tambours de la guerre auraient probablement résonné", a-t-il dit.*

L'ABSENCE REMARQUÉE DE DILMA ROUSSEFF

À ce jour cependant, aucun Etat latino-américain n'a offert l'asile à Snowden, dont la présence dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou-Cheremetievo commence à indisposer les autorités russes.

Etaient présents à Cochabamba, outre Correa, Mujica et Maduro, les présidents d'Argentine et du Suriname.

En revanche, la Brésilienne Dilma Rousseff s'est fait représenter par son conseiller diplomatique et le vice-ministre des Affaires étrangères. Le Chili, le Pérou et la Colombie, qui entretiennent de bonnes relations avec Washington, ont marqué leurs distances: ni chef d'Etat, ni chef de la diplomatie de ces trois pays n'ont fait le déplacement.

Les regrets exprimés mercredi soir par la France n'ont pas suffi à apaiser la colère de l'Unasur, qui a dénoncé dès mercredi des "*actes inamicaux et injustifiables*" tandis que la présidente argentine Cristina Fernandez voyait dans le camouflet infligé à Morales un "*vestige du colonialisme*" et une "*humiliation pour toute l'Amérique du Sud*".

Bloqué depuis le 23 juin dans la zone de transit de l'aéroport Cheremetievo à Moscou, où il est arrivé en provenance de Hong Kong, Edward Snowden a demandé l'asile à une vingtaine de pays, mais se trouve dans l'impossibilité de se déplacer. Lui accorder l'asile ne serait pas sans conséquences, a averti Barack Obama.

Un article Reuters du 5 juillet 2013

Décollage en vue pour les obligations convertibles. (05.07)

L'intérêt des investisseurs pour les obligations convertibles est en train de décoller en Europe, les institutionnels "averses" au risque cherchant à se prémunir contre une hausse des taux sans pour autant investir directement dans les actions.

Les obligations convertibles, qui permettent de convertir un titre de créance en titre de propriété, offrent généralement un coupon inférieur à celui d'une obligation traditionnelle.

Cela permet aux entreprises de lever des fonds à moindre coût. Et la récente hausse des taux d'intérêt rend encore un peu plus intéressante pour les émetteurs cette alternative de financement.

"*Nous sommes à un point d'inflexion*", observe Antoine de Guillenchmidt, responsable de l'activité Equity Capital Markets en France et en Scandinavie chez Goldman Sachs.

"*Après 12 mois de conditions extrêmement favorables sur les taux d'intérêt pour les entreprises, la tendance pourrait être en train de tourner avec les récentes tensions et la volatilité sur le marché du crédit et la remontée des taux à long terme. Cela replace les obligations convertibles dans la 'boîte à outils' des financements des émetteurs*", ajoute-t-il.

Le volume des émissions d'obligations convertibles atteint depuis le début de l'année 14,8 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros) en Europe, selon Morgan Stanley, contre 22 milliards en 2012 et 11,5 milliards en 2011. Au niveau mondial, les émissions représentent près du double du premier semestre 2012, à 46,6 milliards de dollars, selon la plateforme Dealogic.

"LES FONDS DE PENSION ET LES ASSUREURS LES ADORENT"

Cet actif hybride est également à la mode chez les investisseurs car il représente le meilleur moyen de jouer les risques asymétriques croissants entre actions et obligations, en évitant d'être piégés par la baisse du prix des obligations avec la reprise économique aux Etats-Unis, tout en captant le 'rally' potentiel des Bourses sans être totalement exposés aux actions.

"*La composante 'action' d'une obligation convertible devient un rempart contre la volatilité que l'on observe dans des segments du marché du crédit comme le haut rendement*", commente Pierre Alexis Renaudin, responsable des obligations convertibles en Europe pour Morgan Stanley.

Jean-Edouard Reymond, responsable de l'équipe des obligations convertibles chez UBI, explique que les obligations convertibles captent généralement environ 70% des gains de l'action à laquelle est liée le titre pour une exposition à la baisse limitée à seulement 50%.

"*Les fonds de pension et les assureurs les adorent, et la hausse des taux des emprunts d'Etat rendent les convertibles encore plus intéressantes*", relève-t-il.

"*Il n'y a aucune sortie sur ces titres, au contraire, nous avons vu entre 7,0 et 8,0 milliards de dollars d'argent frais arriver depuis le début de l'année*", précise-t-il.

Des chiffres à comparer avec les sorties massives observées dans le monde obligataire suite au projet de la Réserve fédérale américaine de commencer à réduire ses rachats d'actifs, 23 milliards de dollars ont ainsi été retirés des fonds obligataires la semaine dernière selon les données compilées par EPFR Global, société spécialisée dans les flux financiers.

En termes de performance, l'indice mondial UBS sur les obligations convertibles est en progression d'environ 6%, soit bien mieux que la baisse de 3,5% de l'indice Merrill Lynch sur le crédit entreprise et la hausse de 2% du Stoxx 600.

Complément.

Vous prenez moins de risque et le rendement de votre placement est supérieur, génial non ?

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 4 juillet 2013

La DGSE espionne toutes les communications en France. (05.07)

"Le Monde" dévoile ce jeudi que "toutes nos communications sont espionnées" et que les données sont stockées pendant plusieurs années.

La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) "*intercepte la totalité des communications*" en France pour les stocker "*pendant des années*" en dehors de tout contrôle, écrit jeudi 4 juillet "Le Monde". Matignon a affirmé jeudi soir que les assertions du quotidien étaient "*inexactes*". "*Plusieurs services font des interceptions de sécurité, DGSE, DCRI et douanes. L'ensemble de ces interceptions sont régies par la loi de 1991. C'est une décision du Premier ministre (de procéder à des interceptions) après avis de la CNCIS qui a ensuite le pouvoir de contrôler et de vérifier les interceptions*", a-t-on expliqué. On a assuré qu'il y avait "*une traçabilité de toutes les requêtes*".

La mise en cause par "Le Monde" de la DGSE intervient alors que des allégations d'espionnage des institutions et citoyens européens par les Etats-Unis ont provoqué une vague d'indignation en Europe. Selon "Le Monde", la DGSE "*collecte systématiquement les signaux électromagnétiques émis par les ordinateurs en France, tout comme les flux entre les Français et l'étranger : la totalité de nos communications sont espionnées*".

Tout est stocké

Le fruit de cette collecte (courriels, SMS, relevés d'appels téléphoniques, Facebook, Twitter ...) est ensuite stocké "*pendant des années*" dans un supercalculateur au siège de la DGSE à Paris. Les autres services, assure "Le Monde", comme la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) ou les douanes, viennent y "*puiser quotidiennement*" les données qui les intéressent. Dans un communiqué en réaction aux informations du "Monde", le député PS Jean-Jacques Urvoas, co-rapporteur de la mission d'évaluation sur le cadre juridique applicable au services de renseignements souligne que "*les questions de renseignement s'accommodent difficilement des phantasmes et des imprécisions*". Pour lui, l'affirmation selon laquelle "*la totalité de nos communications sont espionnées [et] stocké[e]s pendant des années' ne correspond guère à la réalité que je peux connaître*". Il rappelle que les interceptions concernant des citoyens français sont soumises à autorisation de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) et que les données collectées doivent être détruites après utilisation.

"*Les citoyens français*", ajoute Jean-Jacques Urvoas, "*ne sont donc pas soumis à un espionnage massif et permanent en dehors de tout contrôle*". Dans l'hémicycle, le porte-parole des députés UDI, Jean-Christophe Lagarde a interpellé, sans obtenir de réponse, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, au sujet de l'article du "Monde". "*Pouvez vous assurer, Monsieur le ministre, qu'aucun parlementaire n'est visé par un tel dispositif et que ces informations sont fausses ?*", a demandé le député-maire de Drancy (Seine-Saint-Denis), en marge du débat sur le cumul des mandats.

2.500 personnes à la DGSE

Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), explique que les écoutes et les interceptions en France sont assurées en quasi totalité par la direction technique de la DGSE, soit 2.500 personnes (40 % des effectifs de la DGSE) depuis une dizaine de centres d'écoutes en métropole et outremer. Lors de son audition le 20 février devant la Commission de la défense de l'Assemblée, Erard Corbin de Mangoux, alors patron de la DGSE, avait dit que son service "*dispose de l'ensemble des capacités de renseignement d'origine électromagnétique*". Après les préconisations du Livre blanc de 2008, la DGSE a pu "*développer un important dispositif d'interception de flux internet*", avait alors ajouté Erard Corbin de Mangoux.

Commentaire.

Effectivement, ce flicage généralisé s'effectue bien "*en dehors de tout contrôle*" contrairement à ce que nie Matignon, puisque si vous demandiez à exercer un contrôle dessus on vous répondrait invariablement : secret défense !

Quelque part on s'en tape de leurs manigances, autant que les 17 millions d'Égyptiens qui sont descendus dans la rue pour chasser Morsi du pouvoir, le pion de Washington, Jérusalem et Doha ou le peuple syrien qui résiste héroïquement...

Un article L'Expansion.com avec AFP du 5 juillet 2013

Grèves et manifestations le 10 septembre contre la réforme des retraites. (05.07)

La rentrée sociale sera chaude. Alors que le gouvernement a donné le coup d'envoi de la concertation avec les partenaires sociaux ce jeudi, et prévoit de les rencontrer durant tout le mois de juillet, la contestation s'organise déjà dans les rangs syndicaux contre la réforme des retraites qui doit être votée avant la fin de l'année.

Quatre syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires) prévoient une "*journée de grèves et de manifestations sans doute le 10 septembre*", a annoncé vendredi à l'AFP Annick Coupé, porte-parole du syndicat SUD-Solidaires. "*Il devrait y avoir la CGT, FO, la FSU et Solidaires*", a précisé Mme Coupé, après avoir été reçue par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault dans le cadre de la concertation sur les retraites. La CGT a confirmé à l'AFP que cette date serait "*celle retenue*" et annoncée officiellement en intersyndicale lundi prochain.

Cette journée d'action interviendra donc avant la présentation du projet du gouvernement, attendu à la mi-septembre. La CGT jeudi et FO vendredi avaient déjà indiqué qu'elles allaient mobiliser leurs troupes en septembre sans donner de date précise. Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, reçue également vendredi à Matignon, a aussi indiqué que son syndicat mobiliserait en septembre, mais sans donner de date. Cette mobilisation de la FSU sera précédée d'une campagne d'information auprès des salariés fonctionnaires, a-t-elle précisé.

Les quatre syndicats qui s'apprêtent à passer à l'action refusent l'allongement de la durée de cotisation, seule piste clairement annoncée comme probable par le gouvernement pour préserver le régime de retraites. Ils refusent également d'autres pistes comme la mise à contribution des retraités qui sont contenues dans le rapport Moreau.

Le gouvernement va poursuivre sa concertation pendant le mois de juillet. Fin août les syndicats seront à nouveau invités à Matignon. Le projet de loi devrait être présenté à la mi-septembre et discuté au parlement en octobre.

Commentaire.

Pour le moment il s'agit encore d'une journée d'action bidon, grèves et manifestations au pluriel...

Un article slate.fr du 9 juillet 2013

Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal. (10.07)

L'éditorial, non signé, est venu remplir les pages du Wall Street Journal le jeudi 4 juillet. La solution pour l'Egypte serait donc d'avoir un général semblable au dictateur Pinochet afin d'assurer une transition économique et la mise en place d'une économie libérale solide. Mais l'auteur anonyme n'oublie-t-il pas quelque chose?

«Les Egyptiens seraient chanceux si leurs nouveaux généraux s'avéraient être de la trempe d'Augusto Pinochet au Chili, qui arriva au pouvoir en plein chaos mais engagea des réformateurs libéraux et instigua une transition démocratique. Si le général Abdel Fattah al-Sisi essaie de restaurer l'ordre de Moubarak, il souffrira au bout du compte du même destin que Morsi.»

L'éditorial, non signé, est venu remplir les pages du Wall Street Journal le jeudi 4 juillet. La solution pour l'Egypte serait donc d'avoir un général semblable au dictateur Pinochet afin d'assurer une transition économique et la mise en place d'une économie libérale solide. Mais l'auteur anonyme n'oublie-t-il pas quelque chose?

Le journaliste Martin Pengelly s'indigne dans le Guardian:

«Vraisemblablement, le Wall Street Journal pense que les Egyptiens ont maintenant 17 années pendant lesquelles ils peuvent s'estimer chanceux si les dissidents sont torturés avec de l'électricité, violés, jetés dans des avions ou –si ils sont vraiment chanceux– simplement abattus. C'est ce qu'il s'est passé au Chili après 1973, entraînant la mort de 1.000 à 3.000 personnes. Environ 30.000 ont été torturées.»

Les recommandations du Wall Street Journal sont en effet pour le moins surprenantes. Depuis quand un média reconnu internationalement conseille-t-il ouvertement la mise en place d'une dictature sur le simple motif que cela pourrait être bon pour l'économie? Pengelly ajoute:

«Vraisemblablement l'équipe éditoriale du Wall Street Journal croit que, puisque Pinochet a "engagé des réformateurs libéraux", il devrait être excusé pour les excès que représentent quelques brigades criminelles. C'est pour cela, vraisemblablement, qu'ils pensent qu'un tueur de sang froid pro-business dans la trempe de Pinochet est ce dont les Egyptiens ont besoin pour réussir leur "transition vers la démocratie".»

Ce n'est pas la première fois que des médias américains considérés comme libéraux félicitent l'oeuvre de Pinochet. En 2006, à la mort du général, Forbes s'insurgeait contre la nécrologie du New York Times jugée trop sévère:

«Dans le papier du New York Times il faut vraiment chercher pour trouver un mot sur le fait que Pinochet a sauvé le Chili du chaos économique infligé par son prédécesseur socialiste, Salvador Allende.»

Avant de continuer sur le ton de l'ironie:

«Bien sûr les socialistes n'ont jamais voulu infliger ce chaos. Les événements ont dépassé les pauvres petits cons, vous voyez.»

L'éditorial du New York Times était pourtant lui-même assez mesuré à l'égard du dictateur défunt:

«Le général Pinochet a pris le pouvoir le 11 septembre 1973 lors d'un coup d'Etat sanglant qui a renversé le gouvernement marxiste du président Salvador Allende. Il a ensuite mené le pays dans une ère de croissance économique. Mais sous sa présidence plus de 32.000 personnes ont été exécutés ou ont disparu et des milliers d'autres ont été détenues, torturées ou exilées.»

Notons que la croissance économique vient avant les tortures et les exécutions. Une vision de l'héritage du dictateur assez différente de celle que l'on a en France en somme.

Commentaire.

Plus facile à dire qu'à faire, le Wall Street Journal ne fait qu'exprimer ce que pense une couche de la classe dominante au Pentagone, à la CIA, à Washington...

Un article lemonde.fr du 11 juillet 2013

Les grands oreilles américaines écoutent les Mexicains. (12.07)

Le Mexique enquête sur un rapport selon lequel son précédent gouvernement avait autorisé les Etats-Unis à installer sur son territoire un système d'interception des appels téléphoniques et des communications par Internet, a indiqué mercredi un porte-parole gouvernemental.

Le président mexicain, Enrique Peña Nieto, a jugé mercredi soir qu'il serait "*totallement inacceptable*" que les Etats-Unis aient espionné des usagers de télécommunications en territoire mexicain, lors d'un événement dans l'Etat du Chihuahua, selon le site internet du quotidien La Jornada. Le président mexicain a toutefois indiqué que "*pour le moment il n'y a pas les conditions pour altérer le climat de respect et de cordialité que nous avons établi avec le gouvernement des Etats-Unis*".

Le journal Excelsior avait affirmé dans son édition de mercredi que l'ex-président conservateur Felipe Calderon (2006-2012) avait passé un accord avec le département d'Etat américain en 2007, autorisant l'installation au Mexique d'un système permettant l'interception, le traitement, l'analyse et le stockage d'appels téléphoniques, de courriers électroniques ou de conversations sur le Web.

Le ministère de la justice mexicain "*examine les documents et une enquête est en cours*" pour déterminer si un acte illégal a été commis, a indiqué le porte-parole du ministère de l'intérieur, Eduardo Sanchez, lors d'une conférence de presse.

Selon le rapport publié par Excelsior, le système fonctionnait sous le contrôle de la défunte Agence fédérale d'investigation (AFI) et du ministère de la justice mexicain, au nom du combat contre le trafic de drogue et le terrorisme.

L'équipement avait été vendu par Verint System au gouvernement américain pour un montant de 3 millions de dollars, ce qui implique, selon le journal, que les Etats-Unis avait accès à l'information en provenant. "*Nous allons vérifier si le contrat existe et dans quelles conditions il se trouve*", a dit le porte-parole. L'administration de Calderon avait été marquée par une coopération étroite avec les Etats-Unis dans la lutte contre les cartels de la drogue.

Le président Enrique Peña Nieto, investi en décembre, s'est engagé à poursuivre sa coopération avec les Etats-Unis dans ce domaine, mais avec une différence importante : toutes les agences américaines doivent dorénavant passer par le filtre du puissant ministère de l'intérieur mexicain, alors qu'auparavant elles pouvaient traiter directement avec leurs homologues mexicaines.

Le gouvernement mexicain avait exigé mardi des Etats-Unis une "*information complète*" sur les cas supposés d'espionnage de pays latino-américains, révélés par le quotidien brésilien O Globo. Ce journal citait des documents provenant de l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden.

Un article lemonde.fr et Challenge du 9 et 10 juillet 2013

Les 500 plus fortunés de France se sont enrichis de 25 % en un an. (12.07)

Le Monde - Leur richesse cumulée s'établit désormais à 330 milliards d'euros et n'a jamais été aussi élevée depuis 1996, année où Challenges a lancé le classement des "500". Elle a quadruplé en une décennie et représente 16 % du produit intérieur brut du pays. Elle compte aussi pour 10 % du patrimoine financier des Français, "soit un dixième de la richesse entre les mains d'un cent-millième de la population", affirme Challenges.

Ce groupe de 500 compte 55 milliardaires, soit 10 de plus que l'année dernière, précise l'hebdomadaire. Le plus petit des 445 millionnaires affiche, pour sa part, quelque 64 millions d'euros de patrimoine. Et la tendance ne semble pas faiblir. Les dix premiers du classement ont vu leur fortune croître de 30 milliards en douze mois, à 135 milliards (40 % du total). Une embellie qui permet même aux riches français de s'inscrire dans le nouveau palmarès des 100 premières fortunes européennes, publié par le magazine suisse Bilan.

En tête de liste, Bernard Arnault, PDG de LVMH, affiche une fortune de 24,3 milliards d'euros, en hausse de 3,1 milliards. Il est suivi de l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt, avec une fortune de 23,2 milliards, qui a fait un bond de 7,9 milliards. Gérard Mulliez, du groupe de distribution Auchan, arrive non loin derrière, avec 19 milliards (+ 1 milliard), suivi de Bertrand Puech (Hermès), dont la richesse s'est maintenue à 17,4 milliards.

Les suivants sont Serge Dassault, du groupe industriel Marcel Dassault (12,8 milliards d'euros), François Pinault (Kering, 11 milliards), Vincent Bolloré (Bolloré, 8 milliards), le "roi de la bière et du vin", Pierre Castel (7 milliards), qui fait cette année son entrée dans le top 10, Alain Wertheimer de Chanel (7 milliards) est lui aussi un nouveau membre du club des dix.

Enfin, le dernier du top 10 est le fondateur de l'opérateur Free, Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du groupe Le Monde) entré dans le classement des 500 plus grandes fortunes de France en 2003 avec 80 millions d'euros et qui pèse actuellement plus de 70 fois plus (5,9 milliards).

Selon le classement des 100 familles les plus riches d'Europe, publié mercredi par le magazine suisse Bilan, c'est l'Espagnol Amancio Ortega Gaona, un autodidacte de 77 ans qui a créé le groupe textile Zara, qui est la première fortune d'Europe, avec un patrimoine de 40,9 milliards d'euros. Un quart de ces cent familles très riches vivent en Suisse.

En deuxième position figure le Suédois Ingvar Kamprad (Ikea), suivi par Bernard Arnault (LVMH) et Liliane Bettencourt (L'Oréal). Les Français sont bien représentés dans le classement avec quatre fortunes dans les dix premiers (familles Arnault, Bettencourt, Mulliez et Hermès). Au total, ce classement compte douze familles françaises.

Au total, 26 des familles les plus riches d'Europe vivent en Suisse dont trois sont françaises (Castel (vin, bière), Wertheimer (Chanel), Louis-Dreyfus (matières premières)). Les Français ont fait fortune dans le domaine du luxe, comme les Italiens, alors que les Allemands sont plus actifs dans les biens de grande consommation.

Enfin, ce classement montre qu'en Europe les "grandes fortunes actuelles sont issues, à quelques exceptions près, de la 'vieille économie", relève le journal, qui ajoute que "les secteurs des nouvelles technologies de l'information sont quasiment absents de ce palmarès".

Complément de Challenge

De quoi donner le tournis. Et fournir quelques arguments à une France qui a toujours détesté ses riches, surtout en période de crise. Jamais depuis 1996, année où Challenges a lancé son classement des "500", leur fortune globale n'avait atteint de tels sommets.

En une décennie, ce chiffre a plus que quadruplé, alors que le produit intérieur brut (PIB), lui, n'a fait que doubler. Ces 330 milliards d'euros de richesse professionnelle représentent 16% du PIB ou encore 10% du

patrimoine financier des Français, évalué à 3.400 milliards d'euros. Soit 1/10 de la richesse entre les mains de 1/100000 de la population. Du grain à moudre pour ceux qui dénoncent l'extrême concentration des richesses.

Les 10 plus riches pèsent 40% du top 500

Concentrée, la richesse? C'est encore pire que ce que vous pensez : même parmi les 500 premières fortunes, il y a riches et riches : 445 millionnaires, dont le plus petit, cette année, affiche quand même 64 millions d'euros de patrimoine; et 55 milliardaires, soit 10 de plus que l'année dernière. Et, parmi ces milliardaires, le Top-10. Des fortunes tellement élevées qu'elles jouent dans la catégorie des champions internationaux. Elles trustent ainsi 11 places dans le nouveau palmarès des 100 premières fortunes européennes que publie le magazine suisse Bilan. Ce Top-10 a une autre particularité : ses membres s'y enrichissent à un rythme beaucoup plus soutenu que les autres. En 1996, nos dix super-riches pesaient 20 milliards d'euros et 25% de la valeur totale des "500".

Aujourd'hui, après s'être encore enrichi de près de 30 milliards en douze mois, le Top-10 pèse 135 milliards, soit 40% du total! Depuis l'édition de 2003, ce club ultrafermé a été partiellement renouvelé avec l'arrivée des frères Wertheimer (Chanel), du roi de la bière et du vin Pierre Castel, et de Vincent Bolloré. Mais l'entrée la plus tonitruante est bien celle de Xavier Niel , le fondateur de Free, qui a fait son apparition dans le classement en 2003 avec 80 millions d'euros, et qui pèse aujourd'hui... 70 fois plus.

Un article L'Expansion.com avec AFP du 15 juillet 2013

Comment associer les syndicats et les partis aux "négociations" de libre échange USA-UE tout en trompant le peuple. (15.07)

(titre de L'Expansion : *Négociations de libre échange USA-UE: Paris demande à Bruxelles de rendre public son mandat*. En lisant cet article vous allez tout de suite comprendre pourquoi j'ai choisi un autre titre, plus conforme à la réalité)

Un rappel avant de passer à cet article, un extrait de la causerie du 15 juillet.

Le libéralisme sous Hollande

Les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique. Le travail des libéraux de la société civile au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Communiquer : il faut briser le cercle de l'ignorance qui emprisonne l'opinion publique, avoir une pédagogie active... - contrepoints.org 15.05.2012

Même pas besoin des libéraux ou plutôt néolibéraux pour faire le sale boulot, le PS va le faire lui-même, mais bon, soyons sûr que votre collaboration lui sera utile.

L'article de L'Expansion.

- Il ne faut pas négocier l'accord de libre-échange UE-Etats-Unis "dans le dos des peuples et des sociétés civiles", écrit Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, dans une lettre adressée au commissaire européen au Commerce Karel de Gucht.

La confiance règne... Paris a demandé à la Commission européenne de rendre public son mandat de négociation d'un accord de libre échange avec les Etats-Unis, pour ne pas négocier "dans le dos des peuples et des sociétés civiles". Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, a écrit un courrier à ce sujet au commissaire européen au Commerce Karel de Gucht.

Les États-Unis et l'Union européenne ont commencé le 8 juillet à Washington de vastes négociations visant à créer l'une des plus grandes zones de libre-échange dans le monde. "Cette négociation intéresse les entreprises, les syndicats de salariés, les associations de consommateurs, les organisations non gouvernementales, les peuples enfin", a écrit Nicole Bricq à Karel de Gucht, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie lundi.

"Nous devons les écouter et les entendre; ils nous guideront dans ces débats qui tourneront essentiellement sur l'harmonisation et la convergence réglementaire", écrit Nicole Bricq, qui demande que "les choix profonds des sociétés européennes soient respectés". "Ils pourront nous alerter au mieux si les choix de société venaient à être bousculés", ajoute-t-elle en exigeant "la transparence".

Le document déjà public aux Etats-Unis.

La ministre s'insurge dans sa lettre contre le fait que ce texte, diffusé par d'autres voies sur nombre de sites internet, de journaux notamment, et ainsi accessible aux lecteurs américains, n'ait pas été mis à la disposition des "acteurs de la vie économique et sociétés européennes" par la Commission elle-même. "C'est pourquoi je souhaite tout d'abord que le mandat, document politique, soit rendu public", écrit Nicole Bricq.

"Comment entendez-vous mener cette négociation? Comment comptez-vous associer les parties prenantes? J'attends de vous un calendrier et une méthode d'association des sociétés civiles aux négociations", demande-t-elle également au commissaire européen. "Un tel accord ne peut se faire dans le dos des peuples et des sociétés civiles", indique la lettre datée de vendredi.

"*Comment entendez-vous mener cette négociation? Comment comptez-vous associer les parties prenantes?*", écrit Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, au commissaire européen Karel de Gucht, dans le cadre des négociations de libre échange USA-UE.

Commentaire.

Le tour de passe-passe consiste à associer "*syndicats de salariés, les associations de consommateurs, les organisations non gouvernementales*" qui sont des partisans ou des alliés de l'Union européenne, de la mondialisation ou plutôt du mondialisme, qui adhèrent à leur projet, qui ne se situent pas sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière ou des peuples parce qu'ils sont gangrenés par l'idéologie dominante, ils vont servir à légitimer cet accord au nom des peuples , à lui donner un vernis démocratique et le tour est joué.

Il faut évidemment rejeter toute participation à cette entreprise ultra réactionnaire, car c'est une nouvelle étape très importante qui se joue ici vers l'instauration d'un gouvernement mondial ou le Nouvel ordre mondial. Qui en a vraiment conscience dans nos rangs ? Il y a urgence.

Un article LePoint.fr du 16 juillet 2013

Marseille : une médecin brise l'omerta. (17.07)

Installée dans le quartier de la Belle de Mai, une médecin raconte son quotidien, où les exigences de soins se heurtent à une précarité et à un intégrisme galopants.

"Jamais je n'aurais imaginé qu'en 2013 je serais séquestrée dans un appartement au milieu d'une dizaine de personnes qui me demandent d'établir un certificat de virginité pour l'une de leurs filles." D'un sourire à peine gêné, et malgré le silence que lui impose le secret médical, Marie distille les anecdotes qui rythment son quotidien de médecin dans l'un des quartiers les plus sensibles de l'Hexagone. Chanté par Renaud, lieu de naissance du sculpteur César et des fines fleurs du banditisme (Francis le Belge en tête), ce quartier du 3e arrondissement de la cité phocéenne s'est abîmé. Il est désormais à l'image des appartements insalubres aux volets désespérément clos qu'il abrite. Tout juste si les façades colorées témoignent de la douceur d'antan, lorsque les bals populaires rythmaient le quotidien d'une forte communauté italienne qui avait fui la Toscane.*

Les temps ont changé, "la Belle" aussi. Les petits primeurs ont cédé la place à quelques magasins de téléphonie et à des bars sans âme. Une importante communauté maghrébine et comorienne s'est implantée ces trente dernières années. Une population d'environ 13 000 âmes, livrée à elle-même et qui tente de redonner vie à un quartier tombé à l'abandon depuis la délocalisation des manufactures de tabac au début des années 1990.

"Dans ce quartier, on n'est plus en République"

Il faut arpenter la rue éponyme de ce quartier pour arriver au cabinet de Marie, à l'avant-dernier étage d'un immeuble à la façade fatiguée. Voilà dix ans que cette quadragénaire insatiable enchaîne ses consultations dans ce quartier présenté comme le plus pauvre d'Europe. Depuis quelques mois, elle a repris le cabinet d'un confrère. *"Ce fut un concours de circonstances"*, explique-t-elle. Et d'ajouter, sourire aux lèvres : *"En même temps, ça ne se bousculait pas. De moins en moins de médecins veulent s'installer. Alors ici..."*

Dans ce quartier où le silence est d'or, cette mère de trois enfants a choisi de briser l'omerta. Pas de noms, ni de photos ni de détails qui peuvent l'identifier : tel est le prix de sa tranquillité. Cela ne l'empêche pas de vouloir dénoncer la décrépitude d'un lieu autrefois appelé *"le petit paradis"*. Stigmatisé pour son insécurité, la Belle de Mai est d'abord victime d'une misère galopante. *"Le plus difficile, c'est de constater chaque jour la précarité dans laquelle les gens vivent, s'emporte-t-elle. Je pense surtout aux plus jeunes, qui évoluent dans des conditions de pauvreté extrême et qui sont victimes de carences éducationnelles majeures."* Pointant du doigt une *"défaillance manifeste des institutions"*, elle estime qu'il est urgent de lancer un cri d'alarme.

"Il n'y a pas de projets pour eux aujourd'hui. Que leur propose-t-on ? Rien, on les condamne d'avance. On ne peut pas s'étonner par la suite que certains prennent le mauvais chemin", souligne cette médecin. À plusieurs reprises, elle explique avoir saisi les services sociaux face aux cas les plus graves. Mais parfois, devant la réticence de quelques familles, elle avoue avoir fait machine arrière. *"J'ai envie de rester en vie"*, lâche-t-elle, avouant ressentir quotidiennement de la peur lors de ses consultations. *"Vous savez, dans ce quartier, on n'est plus en République."*

Des violences protéiformes

Depuis son arrivée à la Belle de Mai, Marie apprend à faire avec la violence, souvent verbale, parfois physique. *"Au départ, on vous demande avec insistance des ordonnances et puis un jour cela dérape et on se retrouve face au canon d'une kalachnikov"*, poursuit-elle. Un épisode d'une rare violence survenu après qu'elle eut refusé de fournir des prescriptions de complaisance. *"J'ai arrêté les visites à domicile pour des raisons de sécurité. L'épisode du certificat de virginité m'a convaincue"*, souffle-t-elle. Elle raconte s'être rendue au domicile d'une famille qui l'avait contactée au prétexte qu'une jeune fille était malade. *"Sur place, j'ai compris que les personnes présentes attendaient de moi que je délivre un certificat de virginité pour la future mariée. Sans doute une façon pour eux d'assurer leur honneur"*, précise-t-elle.

Lorsqu'elle n'en est pas la victime, Marie est témoin de cette violence. *"Il m'arrive d'être confrontée à des situations de violences intrafamiliales sordides, touchant des enfants maltraités et des femmes séquestrées"*, confie-t-elle. Elle révèle ainsi le cas d'épouses venues directement de pays du Maghreb, ne parlant pas le français, transformées en "esclaves" par leurs maris, qui justifient ce traitement par la religion. *"La plupart d'entre elles ne se confient pas directement. Parfois, elles viennent me voir à l'insu de leurs époux. J'apprends qu'on leur a confisqué leurs passeports et que certaines sont venues en France contre leur volonté"*, précise-t-elle. Soulignant de nouveau la précarité du quartier, elle assure : *"Une telle pauvreté est le terreau idéal à une montée de la radicalisation et des extrémismes. Je suis confrontée de plus en plus à des femmes voilées, parfois intégralement."* Et d'ajouter, dans un éclat de rire : *"Enfin, extrémisme, on s'entend. Sous le voile, on voit parfois des dessous en dentelle très sexy."*

Face à un tel environnement, Marie ne se voit pas pour autant abdiquer. *"J'aime profondément mon métier, et je me sens bien plus utile ici que dans un quartier bourgeois"*, explique-t-elle. Elle avoue cependant finir ses journées avec soulagement et en commencer certaines avec crainte. *"On ne sait jamais ce que l'on va trouver. En venant ici, je ne pensais pas que cela serait si difficile, ni être confrontée à de pareilles souffrances. Mais on ne peut pas résumer ce quartier à sa mauvaise réputation, on garde tous l'espoir que les choses changent et que les envies prennent vie"*, conclut la médecin. D'ici là, au propre comme au figuré, Marie reste à la Belle de Mai pour y panser les plaies.

* Le prénom a été changé

Un article lefigaro.fr du 16 juillet 2013

Le grand argentier du Parti populaire accable Rajoy. (17.07)

Mariano Rajoy n'entend pas démissionner. Accusé par son ancien trésorier d'avoir reçu de l'argent au noir, pressé par l'opposition alors qu'un scandale de corruption menace son parti et sa survie politique, le chef du gouvernement espagnol a évoqué un motif inattendu pour se maintenir au pouvoir: la crise économique. *«L'Espagne, dans une situation difficile, fait des pas vers la sortie de la crise, et la grande valeur du pays, c'est la stabilité politique. Je respecterai mon mandat. Je garantis aux Espagnols qu'il y a un gouvernement stable qui va remplir ses obligations»*, a-t-il déclaré lundi après-midi, alors qu'il s'adressait pour la première fois à la presse depuis l'accélération de l'«*affaire Bárcenas*».

Le sort du chef de l'exécutif est intimement lié à celui de l'ex-trésorier du Parti populaire (PP, droite), Luis Bárcenas. Le comptable est en détention provisoire après la découverte de comptes en Suisse à son nom sur lesquels étaient placés quelque 48 millions d'euros.

Accusé d'être au cœur d'une affaire de corruption, de financement occulte et de blanchiment, Bárcenas a commencé à vider son sac. Et le comptable vise haut. Devant le juge, l'ex-trésorier a affirmé avoir distribué, entre 2009 et 2010, 95.000 euros en liquide à deux personnes: María Dolores de Cospedal, la numéro deux du PP, et Mariano Rajoy lui-même!

Les déclarations de Bárcenas confirment les révélations de la presse depuis janvier 2013. Les quotidiens El País et El Mundo ont alterné témoignages d'élus et documents écrits pour étayer la thèse d'un financement occulte et systématique du PP depuis vingt ans. Face au juge de l'Audiencia Nacional - le plus haut tribunal pénal espagnol -, Bárcenas a reconnu être l'auteur d'une comptabilité parallèle tenue à la main.

L'affaire s'est aggravée pour Rajoy avec la publication dimanche de SMS par lesquels le chef de l'exécutif envoie des encouragements à Bárcenas, alors que l'affaire de ses comptes en Suisse était déjà dévoilée.

Le PP nie l'ensemble des faits. Les conservateurs expliquent les accusations de leur ancien trésorier par une tentative désespérée d'amadouer la justice. Bárcenas, dont Rajoy disait jadis que *«personne ne pourra démontrer qu'il n'est pas innocent»*, est devenu, dans la bouche des dirigeants du PP, un vulgaire *«délinquant»*.

Malgré les protestations de l'opposition et le risque d'une mobilisation sociale - une manifestation est prévue jeudi soir -, Rajoy sait qu'il peut compter sur sa majorité absolue au Parlement pour écarter toute motion de censure. Sa survie politique dépend donc de sa capacité à tenir le parti... et de l'espoir que Bárcenas ne produise aucune preuve définitive contre lui.

Ce mardi, El Mundo reproduisait un reçu pour une commission de 200.000 euros attribuée à la fédération du PP en Castille La Manche en échange d'un contrat public à Tolède. María Dolores de Cospedal, qui est aussi présidente de la région, a qualifié l'accusation d'*«absolument fausse»*. Dans l'un des fameux SMS envoyés à Bárcenas, Rajoy confiait sa philosophie personnelle face aux épreuves: *«La vie consiste à résister et que quelqu'un t'apporte de l'aide.»*

Un article euronews.com du 17 juillet 2013

Stages : le côté obscur de la force de travail. (17.07)

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du stage, et ce royaume semble malheureusement ne pas connaître de frontières. Ce quelque chose est pourtant facile à identifier : les mauvaises conditions de travail pour les stagiaires sont répandues, et de plus en plus dénoncées partout dans le monde et pas seulement à Bruxelles, où se tient mercredi 17 juillet la première « *Manifestation du Sandwich* » contre cet alien de l'emploi, supposément à mi-chemin entre formation et monde du travail. C'est pourtant désormais une étape quasiment obligatoire sur la route du travail.

En France, le collectif Génération Précaire en a fait son cheval de bataille : il dénonce la paupérisation de toute une génération qui va de stage en stage, sans rémunération ou presque. Depuis 2009, un stage de plus de deux mois consécutifs doit obligatoirement être indemnisé, à hauteur de minimum 436,12 euros. C'est très peu quand on considère que certains jeunes diplômés passent parfois près d'un an cumulé en stage, comme le raconte le blogueur Yann Quelquechose. Il dénonce, comme la plupart de ses camarades stagiaires, des conditions de travail qui ne respectent en rien la législation. La violation la plus courante consiste à employer un stagiaire comme un employé régulier de l'entreprise, c'est-à-dire en lui donnant des tâches à accomplir qu'un employé payé au salaire normal en vigueur devrait accomplir.

Cette pratique est illégale, et ce dans la plupart des pays européens. Le stage est une période de formation par une entreprise, pas un emploi sous-payé.

Le Royaume-Uni fait face à ce problème également. Un rapport d'un service du gouvernement britannique spécialisé dans les carrières des étudiants diplômés publié au début du mois de juillet 2013 indique que près de 2 000 étudiants effectuent des stages non rémunérés dans les six mois après leur fin d'études. Un fléau que l'organisation InternAware entend combattre, en poussant les parlementaires à prendre des mesures obligeant les entreprises à rémunérer leurs stagiaires.

Aux Etats-Unis, plus de la moitié du million de stages effectués par an ne sont pas rémunérés. Ce qui pose problème : dans ce pays où l'éducation supérieure est très coûteuse, de nombreux étudiants travaillent à côté de leurs études pour essayer d'endiguer le montant de la dette qui les attend au sortir de l'université. Effectuer un stage, non-payé tend donc à être réservé à ceux qui peuvent s'assurer du soutien financier de leurs familles, et donc à être un autre facteur discriminant, dans la possibilité d'obtenir une telle expérience qui valorisera une candidature plus tard.

De plus, à cela s'ajoute un autre problème, déjà évoqué plus haut : l'utilisation de stagiaires comme des employés réguliers, qu'il est possible de ne pas rémunérer, pratique courante aux Etats-Unis. Pour ne pas être rémunéré, un stage doit remplir plusieurs conditions : être un terrain de formation avant tout, et le travail fourni ne doit pas être fourni au bénéfice de l'employeur.

Ce qui est rarement le cas, mais personne n'osait tirer la sonnette d'alarme, jusqu'à Eric Glatt. Ce quarantenaire a été stagiaire dans les bureaux de la production de Fox Searchlight Pictures durant l'hiver 2010, attaché à la production du film *Black Swan*, et n'a pas été payé. Le fait est que son stage ne contenait aucun élément de formation, et que son activité consistait principalement en un travail d'assistant : faire du café, des courses pour la production... Le tout soumis à des horaires très étendus. En 2011, il parvient à convaincre son ancien collègue stagiaire d'attaquer le studio. En juin 2013, un juge de la cour de Manhattan a statué en leur faveur, avançant que Fox Searchlight Pictures avait enfreint les lois fédérales et de l'état de New York sur le salaire minimum et l'emploi. C'est un précédent qui pourrait changer la donne.

La Chine, quant à elle, a récemment défrayé la chronique quand la politique d'une école de Huai'an a été dévoilée. Cette école technique, qui affirme vouloir professionnaliser ses étudiants, entend donc forcer ces derniers à effectuer un stage. Mais là où le bât blesse, c'est quand le domaine du stage n'a pas de rapport apparent avec la formation délivrée. Les étudiants de cette université étaient, en effet, forcés d'intégrer la chaîne d'assemblage de l'usine Foxconn, connu pour être un des principaux fournisseurs de la firme californienne Apple. Des étudiants affirment que s'ils n'effectuaient pas ce stage, l'université menaçait de ne pas leur fournir les crédits correspondants, et donc d'invalider leur année d'études.

D'après les chiffres officiels fournis par Foxconn, les stagiaires constituent 2,7% de la masse salariale de l'entreprise, soit 32 000 personnes durant l'année, et 180 000 l'été. Ces chiffres sont démentis par la SACOM, Students and Scholars Against Corporate Misbehaviour, une organisation non gouvernementale Hong-Kongaise qui défend les droits des travailleurs.

Un fonctionnaire du gouvernement chinois a confié que, dans la mesure où il était difficile de trouver un stage dans le champ d'études de la plupart des étudiants, ils étaient « *encouragés à aller travailler dans les usines pour en apprendre plus sur la société.* »

On est en droit de se demander si ce savoir est vraiment nécessaire, à regarder les chiffres du suicide : en juin 2010, un stagiaire appelé Liu Jiang (un alias utilisé par la presse) a sauté du sixième étage de son dortoir à Foshan, ville chinoise du sud du pays, où il effectuait son stage, chez Foxconn. Il était la 17ème personne à effectuer une tentative de suicide, et le 13ème employé de la compagnie à trouver la mort, depuis le début de cette année. C'est beaucoup, même au regard du taux de suicide chinois, qui est très élevé (environ 287 000 personnes par an d'après une étude dévoilée en 2007).

Au Japon aussi, les stages ont revêtu un habit funèbre quand en 2010, la mort de 27 stagiaires étrangers a été liée à leurs conditions de travail. Ils travaillaient pour la plupart près de 100 heures supplémentaires aux 350 heures qu'ils travaillaient déjà chaque mois (chiffres fantaisistes, ils travailleraient 20 h par jour sur la base de 22 jours ouvrés : - ndlr) Lila Abiko, avocate la famille d'une victime, affirme que ces morts peuvent être liées à une surcharge de travail : neuf sont décédés de maladies cérébrales ou d'arrêt cardiaques ; trois se sont suicidés ; quatre se sont tués dans des accidents industriels et quatre autres dans des accidents de la route.

La situation n'est pas si grave en Belgique, pourtant, les stagiaires belges réunis le 17 juillet place du Luxembourg appellent à un changement rapide des pratiques. Sans revendication autre que le désir d'attirer l'attention sur leur situation et d'ouvrir le dialogue, ils dénoncent des situations qui vont à l'encontre du droit du travail belge et de la plupart des pays européens.

Une réflexion est menée au niveau des institutions européennes : une alliance européenne pour l'apprentissage a été lancée le 2 juillet 2013 par les deux commissaires européens Androulla Vassiliou (éducation, culture, multilinguisme et jeunesse) et László Andor (emploi, affaires sociales et inclusion), qui devrait inclure des pistes de réflexion sur l'encadrement des stages.

Un article Reuters du 17 juillet 2013

COR-Le nombre de pauvres en forte augmentation en Italie. (18.07)

Le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue et de pauvreté relative en Italie a fortement progressé l'an dernier et c'est avant tout le sud de la Péninsule qui est touché, au vu d'un rapport rendu public mercredi.

Environ 4,8 millions de personnes, soit 8% de la population, sont en situation de "*pauvreté absolue*", ce qui signifie qu'elles ne sont pas en mesure de bénéficier du niveau de vie minimum acceptable, selon le rapport, réalisé par l'institut des statistiques italiennes, Istat. En 2011, par comparaison, ils étaient 3,4 millions dans cette situation.

En tout, 9,56 millions de personnes, soit 15,8% de la population, sont considérées comme étant pauvres, d'après les normes italiennes. Ils étaient 8,17 millions dans ce cas en 2011. L'économie italienne est en récession depuis près de deux ans.

Dans un autre rapport publié en mai, Istat dévoilait que des millions d'habitants de la Péninsule ne pouvaient plus se permettre de chauffer correctement leur logement, de prendre des congés en dehors de chez eux ou encore de manger de la viande.

Un article AFP du 18 juillet 2013

Etats-Unis: la ville de Detroit se déclare en faillite. (20.07)

Detroit, berceau de l'automobile, est devenue jeudi la plus grande ville américaine à se déclarer en faillite, selon des documents judiciaires consultés par l'AFP.

Un temps joyau de l'industrie, Detroit a perdu la moitié de sa population en 60 ans et les grands groupes ont progressivement abandonné la ville, portant un coup rude aux recettes fiscales.

"Les habitants de Detroit ont besoin et méritent une feuille de route qui leur permettra de sortir de la spirale qui les entraîne vers des services publics de moins en moins performants", a justifié Rick Snyder, le gouverneur de l'Etat du Michigan, dans une lettre qui accompagnait l'acte déposé auprès d'un tribunal.

"La mise en faillite est l'unique solution qui permettra à Detroit de redevenir stable et viable", a-t-il poursuivi.

Detroit est passée de 1,8 million d'habitants en 1950 à 685.000 aujourd'hui. Ce mouvement s'est accompagné d'un exode massif des entreprises et d'un effondrement des recettes fiscales.

Progressivement, nombre de services publics ont dû être réduits et, exemple le plus saillant de cette diète, l'éclairage n'est plus assuré dans certains quartiers la nuit.

Prise à la gorge, la ville avait annoncé le mois dernier qu'elle ferait défaut sur une partie des 18,5 milliards de dollars de dette qui l'accable.

Un complément à partir de deux articles de l'AFP et de Reuters du 19 juillet.

Cette ville industrielle du nord des Etats-Unis a accumulé une dette vertigineuse de 18,5 milliards de dollars. A tel point que la municipalité n'est plus en mesure d'assurer l'éclairage public dans de nombreux quartiers et que seul un tiers des ambulances fonctionnent, faute de moyens pour les entretenir.

Le taux de criminalité n'a jamais été aussi élevé en 40 ans, et la police met en moyenne 58 minutes pour arriver lorsqu'elle est appelée, contre 11 minutes au niveau national.

L'évolution de la situation est suivie de près par les employés de la ville, qui craignent de voir leurs retraites coupées. Sur les plus de 18,5 milliards, neuf milliards sont en effet dus à des fonds de retraite. Detroit compte 10.000 employés du service public et 20.000 retraités du même secteur.

"Oui, il y a 10.000 employés. Oui, il y a 20.000 retraités. Mais il y a aussi 700.000 citoyens qui ne méritent pas d'attendre 58 minutes avant que la police arrive", a martelé Kevyn Orr, l'expert mandaté pour sortir Detroit de l'ornière, devant les journalistes.

"Est-il normal de voir des arbres vieux de 40 ans pousser à travers les toits délabrés de maisons en ruine? Est-il normal de voir les enfants marcher dans des rues non éclairées en rentrant de l'école?", a-t-il insisté.

Kevyn Orr a précisé que la ville disposait de 2 milliards de dollars pour rembourser 12 milliards de dette "non garantie", y compris ces prestations de retraite.

Mais le président du principal syndicat des employés du secteur public du pays AFSCME, Lee Saunders, a reproché à Rick Snyder, le gouverneur du Michigan, et Kevyn Orr d'avoir refusé de négocier une autre approche. *"Les employés du secteur public de Detroit travaillent dur et respectent les règles, et à présent leur droit à prendre leur retraite dans la dignité est mis en danger",* a-t-il dénoncé.

"Manifestement, le gouverneur Snyder et Kevyn Orr veulent que les employés du service public de Detroit se reposent sur leurs enfants pour se nourrir et se loger, ou alors qu'ils travaillent jusqu'à leur mort", s'est-il insurgé.

Rick Snyder a défendu vendredi la mise en faillite, soulignant qu'il n'y avait pas d'autres options "viabes" vu que la ville était "fauchée".

M. Snyder a néanmoins tenté d'apaiser les inquiétudes des habitants. "*Nous voulons rassurer les citoyens de Detroit: tout va continuer à fonctionner normalement*", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse.

"*Le moment est venu de remettre Detroit sur les rails. Réglons le problème de la dette. Réglons le problème des services publics*", a-t-il insisté.

Le lent déclin économique et financier de la ville est allé de pair avec une déchéance sociale qui s'illustre dans l'exode de ses habitants. Detroit a perdu la moitié de sa population en 60 ans, passant de 1,8 million d'âmes en 1950 à 700.000. Et plus d'un quart de sa population, à 80% noire, vit désormais sous le seuil de pauvreté. (Précision : dans les années 60-70 Detroit comptait 2,5 millions d'habitants, entendu dans un documentaire diffusé par TV5Monde Asie la semaine dernière. - Ndlr)

Avec la mise en faillite de Detroit, les municipalités du Michigan et, par ricochet, d'autres Etats du pays, risquent d'avoir des difficultés à emprunter de l'argent, faute de confiance des prêteurs.

Prochaine étape: un juge devra dire si Detroit peut se placer sous la protection de la loi sur les faillites, qui lui permet de renégocier sa dette. AFP 19.07

Reuters - Un juge de l'Etat du Michigan a ordonné vendredi à l'administrateur d'urgence nommé par l'Etat de la ville de Detroit de retirer sa demande de mise sous la protection du régime des faillites déposée la veille.

La juge Rosemarie Aquilina a indiqué que la loi 2012 du Michigan, autorisant le gouverneur Rick Snyder à donner son feu vert à la demande de mise en faillite de la ville, la plus grosse faillite d'une ville dans l'histoire des Etats-Unis, enfreignait la Constitution du Michigan.

Ce jugement intervient dans le cadre de procès engagés ce mois-ci par des fonds de pensions de Detroit, pour des retraités et des employés de la ville, qui s'opposent à ce dépôt de bilan qui réduirait le montant de leurs pensions, en violation avec le principe de protection de ces prestations prévu dans la constitution. Le procureur général du Michigan a fait appel de cette décision au nom du gouverneur du Michigan, Rick Snyder.

La faillite, si elle est approuvée par la justice fédérale, contraindra les milliers de créanciers de Detroit, berceau de l'industrie automobile américaine, à négocier avec le gestionnaire financier ad hoc nommé en mars par le gouverneur du Michigan Rick Snyder, Kevyn Orr.

Les experts en procédures de faillite s'attendent à ce que les procès durent des années et coûtent des millions de dollars. Reuters 19.07

Un article Reuters du 18 juillet 2013

Les patrons de la CGT et du Medef se trouvent des convergences. (20.07)

Les nouveaux patrons de la CGT et du Medef se découvrent des convergences et souhaitent notamment de concert une remise à plat des aides publiques, même si leurs positions restent aux antipodes sur des sujets comme les retraites.

Dans une interview croisée à paraître samedi dans l'hebdomadaire Marianne, Pierre Gattaz dénonce *"la financiarisation à outrance"* de l'économie et dit incarner *"un capitalisme qui veut récréer de l'emploi en France dans la durée, réhabiliter le travail et l'outil de travail"*.

"Ces préoccupations nous rapprochent, avec Thierry Lepaon", souligne le successeur de Laurence Parisot à la présidence de la principale organisation patronale française, le Medef.

Le secrétaire général de la CGT dénonce certes les politiques qui *"ne voient dans le travail qu'un coût à rabaisser"* mais estime que la France ne repartira d'un bon pied *"qu'en remettant la valeur travail"* au coeur de la société.

Il critique le *"droit indifférencié"* des entreprises à profiter de 200 milliards d'euros d'aides publiques et souhaite le retour à une politique d'aides ciblées.

"Il est tout à fait normal d'évaluer les aides que l'on distribue aux entreprises", répond Pierre Gattaz. *"Sur le fond, je préférerais même que nous recevions moins d'aides ou des aides choisies en fonction de leur efficacité."*

Thierry Lepaon salue une *"bonne nouvelle"* dans cette volonté exprimée par le président du Medef de *"travailler sur l'efficacité des aides publiques"*.

"La CGT ne sera donc plus la seule organisation à réclamer cette remise à plat et je pense que si le patronat et les syndicats de salariés revendiquent auprès de François Hollande le droit de travailler le sujet, ils peuvent être entendus."

Les deux hommes se retrouvent encore sur l'idée d'une harmonisation économique et sociale de l'Europe, même s'ils n'en ont pas nécessairement la même vision.

"Je suis en partie d'accord : il faut harmoniser l'Europe sur le plan économique et social aussi rapidement que possible", déclare ainsi Pierre Gattaz en réponse à une charge de son interlocuteur contre le *"dumping social"*.

Le secrétaire général de la CGT défend un modèle allemand dans lequel les entreprises *"mobilisent leurs personnels en leur accordant un droit de regard sur leur stratégie et leur plan de formation"* ?

"Sur le long terme, Thierry Lepaon a sans doute raison", répond Pierre Gattaz, qui lance cependant une mise en garde contre un surcroît de contraintes pour les entreprises.

Sur la réforme des retraites, le fossé reste entier entre une CGT opposée à tout allongement de la durée de cotisation ou tout report de l'âge légal et un Medef pour qui ce sont là les seuls leviers à actionner.

"Thierry Lepaon notera que, comme la CGT, nous ne prôtons pas une baisse des pensions ou une hausse des cotisations salariales, nuisibles au pouvoir d'achat", déclare cependant Pierre Gattaz, qui se dit apolitique et admet que les problèmes de la France *"ne datent pas de l'élection de François Hollande"* à la présidence de la République.

Commentaire.

La technique est très fine et diffère de celle employée avec la CFDT, qui elle ne nécessite aucun effort d'imagination ou d'ingéniosité puisque la CFDT est un syndicat patronal ou jaune. Elle consiste à appâter le poisson avec quelques flatteries bien pesées et une fois qu'il a mordu à l'hameçon, il suffit de tirer délicatement sur le fil pour qu'il atteigne sa destination finale, qu'il rejoigne le panier de crabes dans lequel figure déjà le Medef et les syndicats jaunes et le tour est joué.

Simuler d'être d'accord avec son ennemi pour l'affaiblir ou profiter de ses faiblesses ou contradictions pour l'amener sur votre terrain et en obtenir ce qu'on veut est une tactique ou une ruse plus qu'un piège, désolé pour ceux qui voient des pièges partout. Celui qui en est la victime en est le complice en réalité, car la manoeuvre est grossière ou éculée et saute aux yeux.

Ce que dit Gattaz ici, c'est que Lepaon est d'accord avec lui sur le fond, donc ils partagent le même diagnostic sur la situation ("sur le long terme"), leur désaccord porte uniquement sur les moyens à accorder au capitalisme français pour qu'il s'en sorte, car c'est leur objectif commun, pour Gattaz si les entreprises coulent c'est évidemment une catastrophe pour les patrons et actionnaires dont il est le porte-parole, et pour Lepaon c'est une catastrophe pour les travailleurs dont il prétend être le porte-parole, ils ont donc tous les deux intérêt à ce que les entreprises s'en sortent par n'importe quel moyen.

On voit également ici que le rôle de Lepaon est de tendre la perche au patronat ou de lui laisser le champ libre pour qu'il puisse agir à sa guise. Par exemple, Lepaon dénonce le "*dumping social*" au sein de l'UE, Gattaz saisit la balle au bond et répond qu'il a raison et qu'il "*faut harmoniser l'Europe sur le plan économique et social aussi rapidement que possible*", ce qui signifie dans sa bouche dans le sens des intérêts du patronat, c'est-à-dire en alignant le droit du travail et le coût du travail dans l'UE sur les pays où ils sont le plus avantageux pour les patrons, ainsi Gattaz a répondu à la question soulevée par Lepaon et ainsi de suite, c'est ainsi qu'il légitime au passage la politique patronale du gouvernement.

Peu importe ensuite que Lepaon conteste l'orientation du patronat, pour deux raisons.

La première, c'est que l'essentiel consistait à accepter de se situer sur le terrain du patronat en dénonçant le "*dumping social*", qui est avant tout une revendication patronale puisque son intention est de l'instrumentaliser pour aboutir à une baisse généralisée du coût du travail et à la liquidation de la législation du travail favorable aux travailleurs.

La seconde, c'est qu'il ne s'opposera pas aux mesures qui seraient prises par le gouvernement pour aboutir à ce résultat, jamais il ne mobilisera les masses pour empêcher qu'elles s'appliquent.

A l'arrivée, c'est bien parce que Lepaon se situe sur le terrain du patronat, reprend finalement à son compte ses besoins que Gattaz peut se féliciter de ce "*rapprochement*", c'est un euphémisme bien sûr.

Un article L'Express.fr du 19 juillet 2013

Hollande et la finance: "*La collusion entre banquiers et politiques est toujours aussi forte*". (20.07)

Pour la première fois depuis le début de son mandat, François Hollande a reçu les banquiers à l'Élysée. Un an et demi après le discours du Bourget, où en sont les relations entre le Président et les financiers? Réponse avec Jean-Paul Pollin, du cercle des Economistes.

Jusqu'à présent François Hollande avait maintenu une distance prudente avec les grands banquiers français. Ce vendredi après-midi, le président de la République a reçu pour la première fois le comité exécutif de la Fédération bancaire française (FBF), qui regroupe les chefs de file de Crédit agricole, BNP Paribas, BPCE, Société générale, le Crédit mutuel et La Banque postale. Une rencontre qui intervient au lendemain de l'adoption définitive de la loi bancaire par le Parlement. Qu'a fait le président, pour réguler le secteur, un an et demi après avoir déclaré la guerre à la finance sans visage? Le point avec Jean-Paul Pollin, membre du Cercle des Economistes, et professeur à l'Université d'Orléans.

Le Président de la République a reçu ce vendredi les principaux banquiers français. Depuis que François Hollande est au pouvoir, les banques sont-elles mieux encadrées?

On ne peut pas vraiment dire ça. Toutes les grandes promesses de François Hollande ont été annihilées par la puissance du lobby financier. La preuve avec la réforme bancaire qui vient d'être adoptée, et qui, contrairement à ce qui avait été promis, ne séparera pas les activités de détail des activités de marché. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette réforme élude aussi totalement la question du shadow banking, ces hedge funds et autres structures qui permettent aux banques de cantonner certaines activités à risque. Cela peut en effet sembler curieux pour quelqu'un qui voulait en finir avec la "*finance sans visage*".

Le lobby bancaire a donc obtenu gain de cause. Mais concrètement, comment cela s'est traduit sur la réforme?

Pour éviter qu'une trop grande partie de leurs activités ne soient filialisées, les banquiers ont réclamé au gouvernement toute une série d'exceptions, qui ont fini par vider la loi de son contenu. A chaque fois, l'argumentaire développé était le même : la réforme risquait de pénaliser la croissance de l'économie. C'est ainsi que les activités de tenue de marché (market making) qui concentrent l'essentiel des activités spéculatives, vont pouvoir échapper à la filiale. Cette exclusion fait sans doute de la réforme française la réforme la moins ambitieuse au niveau mondial. A l'exception de l'Allemagne, qui s'est malheureusement inspirée de notre projet.

Un amendement défendu par Karine Berger, le rapporteur du projet de loi, devrait permettre au ministre de l'Economie de fixer un seuil au-delà duquel ces activités pourront être filialisées. N'est-ce pas suffisant?

Vous croyez vraiment que les financiers, qui viennent de faire la preuve de leur grand pouvoir d'influence, laisseront faire? Cette réforme a minima démontre que la collusion entre les banquiers, la haute fonction publique et les politiques est toujours aussi forte.

Y a-t-il quand même quelques avancées satisfaisantes?

Le gouvernement a tenté de contrebalancer l'absence de réforme structurelle par quelques mesures positives de défense du consommateur. Ainsi, la loi instaure le plafonnement de certains frais bancaires en cas de découverts, comme les commissions d'intervention.

Par ailleurs, on peut noter que les pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel vont être renforcés: l'institution pourra par exemple obliger les établissements bancaires en difficultés à céder certains actifs ou à modifier les organes de direction. Le problème est que l'ACP, dont le conseil est composé de représentants du Trésor, est loin d'être parfaitement indépendante. C'est d'ailleurs l'une des critiques formulées récemment par le FMI à l'encontre du système bancaire français.

La venue des banquiers à l'Elysée est aussi l'occasion de discuter de la taxe sur les transactions financières. Est-il exact que les établissements français sont les plus touchés par le projet européen, comme le déplore Pierre Moscovici?

C'est sans doute exact dans la mesure où les banques françaises sont extrêmement puissantes dans les activités de marché ! Même la BRI classe la Société Générale et la BNP comme des banques universelles avec une dominante de BFI (Banque de financement et d'investissement). De là à regretter le fait qu'elles soient davantage touchées par une taxe sur les transactions financières, cela peut sembler un peu schizophrénique de la part d'un gouvernement régulateur.

Quoi qu'il en soit, je suis un peu sceptique sur l'intérêt de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières. Déjà, parce que les banques délocaliseront leurs activités de marché ailleurs, mais aussi parce que contrairement à ce que disent certains, cet accroissement des coûts de transaction n'aura pas pour effet de limiter la volatilité des marchés. Au contraire, elle pourrait même la renforcer. C'est pourquoi, il m'aurait semblé plus judicieux de taxer les activités de marché de la même manière qu'on taxe la pollution ou les activités non productives, dans un ensemble. Mais pour ce faire, il aurait fallu les séparer de la banque de détail.

Parmi les réclamations actuelles des banquiers, ils demandent de pouvoir garder une part plus importante dans leur bilan des encours du Livret A. Qu'en pensez-vous?

A un moment où les régulateurs durcissent les exigences de liquidité, la crainte des banques françaises, plus fragiles sur ce point, est légitime. Cela étant, j'apporterai deux bémols à cette requête : le premier est que les banques françaises, à la différence de leurs homologues allemandes, ont toujours refusé de rémunérer les dépôts. Il est donc un peu facile de se plaindre de ne pas pouvoir bénéficier de la liquidité apportée par les encours du Livret A. Par ailleurs, si cette demande aboutissait, il me semblerait opportun de l'accompagner d'un certain nombre d'obligations, comme celle de financer les PME par exemple.

Un article french.irib.ir du 22 juillet 2013

L'Aipac et la lettre "pro iranienne" du Congrès. (23.07)

Le Comité des affaires publiques israélo-américaines (Aipac) n'a pas encore réagi officiellement à la signature d'une lettre par 131 membres du Congrès américain qui demandent au président Barack Obama d'opter pour une nouvelle diplomatie avec l'Iran.

Cependant, certaines sources à Washington disent que le puissant lobby pro-israélien avaient demandé aux élus américain de ne pas signer cette lettre qui circulaient dans les couloirs du Congrès depuis l'élection du nouveau président iranien Hassan Rohani. En effet, si l'élection de M. Rohani à la présidence avait créé des espoirs aux Etats-Unis pour une meilleure interaction entre l'Iran et la communauté internationale au sujet du programme nucléaire iranien, à Tel-Aviv le Premier ministre du régime sioniste et ses conseillers se sentaient inquiets d'un changement de cap éventuel de Washington à l'égard de la république islamique d'Iran.

La presse israélien publie tous les jours des articles qui mettent en garde contre les positions que les autorités américaines pourraient adopter envers l'Iran de Hassan Rohani. Certains journaux parlent même des contacts secrets entre les autorités américaines et israéliennes lors desquels, les Américains auraient assuré leurs alliés israéliens en ce qui concerne la volonté de la maison Blanche de garder ses pressions sur la République islamique d'Iran. En tout état de cause, la semaine dernière 131 membres du Congrès des Etats-Unis ont signé une lettre adressée au président Barack Obama pour lui demander l'adoption d'une nouvelle diplomatie à l'égard de l'Iran et de son programme nucléaire, en examinant la possibilité l'allègement des sanctions afin de convaincre Téhéran à coopérer avec la communauté internationale au sujet de son programme nucléaire.

Jusqu'à présent, l'Aipac n'a pas réagi à la publication de cette lettre. Pour la première fois depuis des mois, il paraît que les partisans d'une interaction diplomatiques avec l'Iran sont majoritaires à Washington. Suite à la victoire de M. Hassan Rohani à l'élection présidentielle du 14 juin en Iran, le Congrès américain semble avoir compris le changement de la donne et souhaite que l'administration Obama en profite pour avancer les négociations nucléaires avec la République islamique d'Iran. En outre, cette lettre a été publiée quelques jours seulement après les déclarations du premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahu qui avait demandé à la Maison Blanche d'être plus ferme à l'égard de l'Iran. Les signataires de cette lettre se disent convaincus quant à la nécessité d'entamer des efforts pour établir des pourparlers directs avec Téhéran. Dans la dernière réunion des représentants des 5+1 (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne) à Bruxelles, il a été convenu que le prochain tour des négociations nucléaires avec l'Iran ait lieu en septembre, c'est-à-dire après l'investiture officielle du nouveau président iranien, Hassan Rohani.

Dans le dernier tour des pourparlers, les 5+1 ont proposé à l'Iran l'allègement de certaines sanctions imposées à l'Iran en échange de plus de souplesse de la part des Iraniens au sujet de leur programme nucléaire civil. Les autorités américaines ont dit ces derniers jours qu'elles n'ont pas encore reçu la réponse de Téhéran à leur dernier paquet de propositions.

Par ailleurs, 19 anciens diplomates et experts américains ont écrit une lettre la semaine dernière au président Barack Obama et lui ont demandé d'être moins ferme envers la République islamique d'Iran, en estimant que le dialogue avec l'Iran pourrait permettre aux Etats-Unis à arriver à des résultats plus concrets autour des activités nucléaires iraniennes. Ils lui avaient même proposé d'écrire une lettre personnelle au nouveau président iranien et lui féliciter son élection. Cependant tous les membres du Congrès ne sont pas favorables à une approche positive avec l'Iran. 46 membres du Congrès ont écrit une lettre à Obama pour lui demander l'intensification des sanctions contre Téhéran. En effet, avant les vacances d'été, le Congrès doit approuver une nouvelle série de sanctions à imposer à la République islamique d'Iran. Pourtant certains indices laissent deviner que l'approbation de ces nouvelles sanctions serait probablement reporter jusqu'au mois de septembre.

Un article Réseau Voltaire du 22 juillet 2013

Bientôt, plus d'obstacle au nouveau Sykes-Picot. (23.07)

Par Thierry Meyssan

Vous avez sûrement observé le changement de ton de la presse atlantiste sur la question syrienne. Les « *rebelles* », ces « *héros de la Liberté* », se sont soudain mués en terroristes fanatiques qui s'entre-déchirent. Pour Thierry Meyssan, il n'y a rien de nouveau sous le soleil : Washington a simplement abandonné l'idée de renverser Bachar el-Assad et se dirige vers la tenue de la conférence de Genève II. Prochaine étape : la perte d'influence française dans la région.

Le 13 juin dernier, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis annonçait que la ligne rouge avait été franchie : ainsi que le montraient les preuves accumulées par les Français et les Britanniques, la Syrie de Bachar el-Assad avait utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. On allait voir ce que l'on allait voir... Sans attendre, le nouveau commandement joint des Forces terrestres de l'Otan était activé à Izmir (Turquie). La guerre était imminente.

Un mois plus tard, la détermination occidentale a disparue. La presse atlantiste découvre avec effroi que l'opposition armée en Syrie est composée de fanatiques haïs par la grande majorité des Syriens, ce que nous ne cessons de dire depuis deux ans. Tandis que, sur place, l'Armée syrienne libre et le Front Al-Nosra, au lieu de combattre contre les troupes de Damas, se livrent l'un à l'autre une guerre sans merci.

Que s'est-il donc passé qui a pu transformer la guerre de « libération » de la Syrie en ce vaste désordre ? En réalité, aucun des enjeux n'a changé en un mois : l'Armée arabe syrienne n'a jamais utilisé d'armes chimiques contre les « *rebelles* » ; et ceux-ci ne se sont pas « *radicalisés* ». Par contre, le plan US que j'exposais, le premier, en novembre dernier, se met lentement en place. L'étape du jour, c'est le lâchage de l'opposition armée.

Tout ceci nous confirme l'essoufflement de l'impérialisme anglo-saxon. L'application sur le terrain des décisions prises à Washington s'effectue avec une extrême lenteur. Ce processus met en évidence l'aveuglement des médias occidentaux qui ignorent ces décisions prises jusqu'à ce qu'elles se traduisent en actes. Incapables d'analyser le monde tel qu'il est, ils persistent à relayer et à crédibiliser la « communication politique ».

Ainsi, ce que j'écrivais [1], et qui était qualifié de « *théorie du complot* » par la presse dominante, devient une évidence pour elle, dix mois plus tard. Eric Schmitt écrit pudiquement dans le New York Times que « *les plans de l'administration US sont bien plus limités qu'elle ne le déclarait en public et en privé* » [2]. Tandis que David Ignatius titre crument dans le Washington Post : « *Les rebelles syriens ont été plaqués par Washington* » [3]. Ils attendaient des armes anti-char et ils reçurent des mortiers de 120 millimètres. On leur avait promis des avions, et ils reçurent des kalachnikovs. Des armes arrivent en nombre, mais pas pour renverser Bachar el-Assad, pour qu'ils se tuent entre eux et qu'il n'en reste aucun.

Et pour qu'il n'y ait pas de doute : le directeur de la CIA, John Brennan, et le vice-président, Joe Biden, ont convaincu à huis clos le Congrès qu'il ne fallait pas envoyer d'armes décisives en Syrie. Tandis qu'à Londres, la Chambre des Communes s'est engouffrée dans la brèche. Et qu'à Paris, Alain Marsaud et Jacques Myard —pour d'autres raisons— tentent d'embarquer l'Assemblée nationale dans le même refus occidental de continuer à soutenir les « rebelles ».

Sans aucun état d'âme, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius qui déplorait en décembre l'inscription par les États-Unis du Front Al-Nosra sur leur liste des organisations terroristes « *parce qu'ils font du bon boulot sur le terrain* » (sic), a lui-même demandé à l'ONU de l'inscrire sur la liste internationale des organisations terroristes. Et Manuel Valls, le ministre français de l'Intérieur, a déclaré sur France2 que les Français qui combattent en Syrie aux côtés de ses anciens alliés islamistes seraient arrêtés et jugés à leur retour en France.

La conférence de Genève II, dont on parle depuis un an, se précise. Les principaux obstacles venaient de la Coalition nationale qui, soutenue par le Qatar, exigeait la capitulation préalable de Bachar el-Assad, et des Franco-Britanniques qui refusaient de voir l'Arabie saoudite et l'Iran à la table des négociations.

L'ayatollah Khamenei a retiré du jeu le président Ahmadinejad et son directeur de cabinet Meshai, hommes de foi et anti-cléricaux forcenés, pour les remplacer par le cheikh Rouhani, un religieux très pragmatique. Dès son installation comme nouveau président iranien, fin août, ce dernier devrait accepter de participer à la négociation. De leur côté, les Anglo-Saxons ont retiré du jeu le Qatar, ce micro-État gazier qui leur servait à camoufler l'alliance entre l'OTAN et les Frères musulmans. Ils ont confié la gestion des « rebelles » en Syrie à la seule Arabie saoudite, tout en discréditant ces « rebelles » internationaux dans leur presse. Avec ou sans le roi Abdallah, Riyad devrait également accepter la négociation.

Fausse surprise : à la demande pressante du secrétaire d'État John Kerry, l'Autorité palestinienne a accepté de reprendre les négociations avec Israël, même si celui-ci poursuit la colonisation des Territoires.

Sauf revirements inattendus en Égypte ou en Tunisie, il ne devrait donc plus y avoir, d'ici deux à trois mois, d'obstacles majeurs à la tenue de Genève II, le « nouveau Sykes-Picot » élargi ; du nom des accords secrets par lesquels la France et le Royaume-Uni se partagèrent le Proche-Orient durant la Première Guerre mondiale. Au cours de cette conférence, les États-Unis et la Russie se répartiront l'Afrique du Nord et le Levant, au détriment de la France, en divisant la région en zones sous-traitées par les Saoudiens (sunnites) ou les Iraniens (chiites).

Après avoir contraint l'émir du Qatar à abdiquer et avoir abandonné les « rebelles » en Syrie, Washington va donc retirer son influence régionale à sa fidèle alliée, la France, qui aura sali ses mains durant deux ans pour rien. C'est la loi cynique de l'impérialisme.

Un article Slate.fr du 25 juillet 2013

Faut-il supprimer des vacances pour relancer l'économie française? (26.07)

L'idée a été avancée dans plusieurs pays européens pour faire face à la crise. Mais son efficacité est loin d'être prouvée sur le long terme.

En plein été, le gouvernement français décide de supprimer les vacances du mois d'août et d'avancer la rentrée d'un mois pour remplir les caisses de l'Etat. Rassurez-vous, aoûtiens de France, il s'agit d'un scénario de fiction, celui du récent film d'Antonin Peretjatko, *La Fille du 14 juillet*.

Il y a peu de chances pour que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ou n'importe quel autre gouvernement, prenne une décision aussi soudaine et drastique. Mais l'idée de réduire les vacances pour favoriser l'économie n'est pas l'apanage des scénaristes de cinéma. publicité

En 2010, deux fédérations représentant les PME allemandes ont proposé de réduire d'une voire deux semaines le nombre légal de congés payés «*pour préserver la reprise*» économique. Plus récemment, le secrétaire d'Etat italien à l'Economie a proposé de réduire les congés d'une semaine pour sortir son pays de la récession, affirmant qu'une telle mesure entraînerait «*un impact immédiat d'environ un point sur le PIB*».

En France, sans aller jusqu'à proposer de supprimer une semaine de vacances, Luc Chatel avait reproché aux socialistes lors de la dernière campagne présidentielle d'avoir participé à la «*fuite en avant budgétaire*» de la France en ayant fait «*payer à crédit les 5e semaines de congés payés*». Et l'idée ne vient pas toujours d'en haut: en mars 2012, les électeurs suisses ont rejeté à 66,5% un référendum fédéral issu d'une initiative populaire qui proposait d'instaurer deux semaines de congés payés supplémentaires, craignant les conséquences néfastes sur l'économie.

Baisse du coût du travail

Avec la crise économique que connaît l'Europe, les pays européens cherchent à gagner en compétitivité en réduisant leurs coûts de production, et notamment le coût du travail. Pour atteindre cet objectif, ils peuvent par exemple réduire les salaires, comme l'a fait l'Espagne en 2010. Une politique pour le moins impopulaire et qui comporte des risques importants.

Réduire les congés payés est théoriquement une autre solution. «*En faisant travailler les salariés plus longtemps pour le même salaire, on fait baisser le cout du travail*», explique Vincent Touzé, économiste à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) de Sciences-Po. On peut même calculer les effets théoriques d'une telle mesure.

Un peu de mathématiques

Prenons l'exemple d'un salarié français en 2013. Sur les 365 jours de l'année, il y a eu 251 jours ouvrés. En soustrayant à ces jours ouvrés les 30 jours de congés payés minimum prévus par la loi, on obtient 221 jours de travail pour un salarié qui a pris ses 5 semaines de vacances et qui a travaillé 35h par semaine de travail (et n'a donc pas eu de jour de RTT en plus).

Si l'Etat français décide de supprimer un jour de congé payé, il fait en théorie augmenter la production du pays de $1/221$, soit 0,45% de production en plus. Une variation assez importante pour entraîner une croissance légèrement plus rapide du PIB (dont la production n'est qu'une des composantes) sur l'année de mise en application de la réforme. Si l'on supprime une semaine de vacances (soit cinq jours de congés payés), on obtient une augmentation de la production de $5/221$, soit de 2,26%.

Dans les années suivant la suppression des jours de congés payés, le niveau de production resterait plus élevé, mais la croissance (la variation de production de biens et de services d'une période à l'autre) ne serait en revanche plus affectée.

Les statisticiens comme ceux de l'Insee arrivent d'ailleurs aux mêmes conclusions. Chaque année, pour calculer la croissance, l'Insee mesure ce qu'elle appelle les «effets calendaires», à savoir les variations de

croissance qui sont uniquement dues à la différence dans le nombre de jours ouvrés. Ainsi, il y a seulement 251 jours ouvrés en 2013, contre 253 en 2012, qui comporte en revanche un samedi supplémentaire. D'après les calculs de l'institut national des statistiques, cet écart a entraîné une perte de 0,1 point de croissance entre 2012 et 2013, ce qui montre qu'un jour non-travaillé nuit à la croissance.

«On estime qu'un jour ouvré en plus apporte entre 0,07 et 0,08 point de croissance supplémentaire, précise Ronan Mahieu, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. L'effet sur la croissance annuelle reste assez faible.» Faible mais réel.

Le cas des Etats-Unis

Malgré ces bénéfiques théoriques de jours de travail supplémentaires, tous les pays de l'Union européenne offrent au moins 20 jours de congés payés à leurs travailleurs. En fait, la très grande majorité des pays développés faite de même, à l'exception notable des Etats-Unis, qui est le seul à ne garantir aucun jour de congé payé à ses travailleurs. Cette absence d'obligation légale signifie qu'un salarié sur quatre (soit 28 millions d'Américains) n'y reçoit aucun congé payé, une situation qui touche particulièrement les bas salaires et les travailleurs à temps partiel.

Outre Atlantique, beaucoup estiment que les 20 à 30 jours de congés payés octroyés par les pays européens sont une aberration économique au même titre que d'autres avantages sociaux trop généreux. Lors de la dernière campagne présidentielle, le candidat républicain malheureux Mitt Romney a accusé son rival Obama de vouloir faire des Etats-Unis un *«Etat providence à l'européenne»*, ce qui *«empoisonnerait l'esprit même de l'Amérique»*. En d'autres termes, si les Etats-Unis ont la meilleur économie du monde, c'est parce qu'ils travaillent plus que les autres.

Moins de travail, plus d'efficacité?

Pourtant, l'impact négatif des congés payés sur l'économie n'a jamais été prouvé, et certains soutiennent même le contraire. Prenons l'exemple de la France. Entre les 35 heures, les cinq semaines de congés payés légales et les conventions collectives et autres accords d'entreprise qui font que certains employés ont plus de 13 semaines de vacances, nous sommes un des pays développés où l'on passe le moins de temps au travail, 1.479 heures en 2012 en moyenne pour être précis.

En comparaison, les travailleurs grecs ont en moyenne travaillé 2.034 heures en 2012. Pourtant, la Grèce est en récession depuis plusieurs années et connaît actuellement un taux de chômage de 27% tandis que la France, qui n'est certes pas dans une santé économique éclatante, a un taux de chômage légèrement supérieur à 10% et une croissance beaucoup moins catastrophique.

La réponse à cette énigme tient en partie dans la fameuse productivité du travail des Français, qui est une des plus élevées d'Europe. En d'autres termes, un Français produit plus de richesse en une heure de travail qu'un Allemand, qu'un Anglais ou qu'un Suédois.

«D'un point de vue théorique, plus un travailleur a de vacances, plus il est heureux et plus sa productivité au travail augmentera, explique Francesco Vona, économiste à l'OFCE. Il y a aussi une explication cognitive: notre capacité de concentration est limitée et notre créativité est liée à notre capacité à voir les choses de l'extérieur, ce qui est difficile à faire quand on travaille trop.»

Son collègue Vincent Touzé souligne que, si les salariés ont des revenus suffisants, une augmentation des congés payés peut aussi *«entraîner une demande de loisirs plus élevée et porter des secteurs comme celui du tourisme»*. Les Américains vers plus de vacances?

La vision positive du repos et des vacances, bien ancrée dans la culture européenne, gagne petit à petit les Etats-Unis, pays où le travail est au-dessus de tout le reste et où beaucoup d'employés ne prennent pas toutes leurs vacances par peur de perdre leur emploi.

Une récente étude publiée dans la Harvard Business Review a ainsi montré qu'obliger les employés d'une grande compagnie de conseil qui ne comptaient pas leurs heures à prendre de vraies pauses toutes les semaines augmentait leur productivité. KPMG utilise depuis peu des *«cartes de bien-être»* pour s'assurer

que les employés ne font pas trop d'heures supplémentaires ou ne font pas sauter leurs vacances. Le repos, c'est aussi la santé

Robert Reich, l'ancien secrétaire au Travail de Bill Clinton, a proposé pendant la dernière campagne présidentielle d'instaurer un minimum légal de trois semaines de congés payés aux Etats-Unis. Une mesure qui selon lui aurait aussi des effets bénéfiques indirects sur l'économie:

«Plus de vacances et pendant plus longtemps améliorerait aussi notre santé. Une étude de la clinique Marshfield dans le Wisconsin montre que les femmes qui prennent régulièrement des vacances sont moins tendues et moins touchées par la dépression tout au long de l'année. Les études montrent aussi que les hommes qui prennent des vacances régulièrement ont moins de risques cardio-vasculaires et subissent moins de crises cardiaques.

Une meilleure santé n'est pas seulement bonne pour les individus. Cela signifie aussi des travailleurs plus productifs, moins d'arrêts maladie et moins d'absentéisme. Et des coûts de santé moins élevés.»

Le repos pour la santé n'a d'ailleurs rien de nouveau. *«Beaucoup de jours fériés ont été instaurés pour des raisons religieuses, mais ils avaient aussi une fonction de santé publique, et permettaient aux travailleurs de se reposer»*, rappelle Vincent Touzé.

Mais attention, en accordant trop de congés payés, on risque aussi de faire augmenter la cadence de travail dans des secteurs comme l'industrie pour compenser la perte de temps de travail effectif des salariés. Or une cadence trop intense peut avoir les mêmes effets néfastes sur la santé (stress, fatigue, maladies) qu'un manque de vacances. Rien n'est prouvé

De manière générale, plus un pays est riche, plus son nombre d'heures travaillées par an est faible, mais cela ne veut pas forcément dire que la manière pour un pays de s'enrichir rapidement est de réduire le nombre d'heures travaillées, en réduisant le temps de travail par exemple. La Corée du Sud et le Mexique, qui travaillent encore plus d'heures annuelles que la Grèce, ont une croissance bien plus élevée que la France.

Il y a de bonnes raisons de penser que plus de vacances entraîne une hausse de productivité des travailleurs, mais ce qui intéresse un pays est avant tout la croissance économique, à savoir la production de richesse supplémentaire par rapport à la période précédente. Or, l'idée que des vacances supplémentaires puissent améliorer la production totale sur une année et donc créer de la croissance est beaucoup moins évidente: si c'était le cas, la meilleure manière de maximiser la production serait de n'avoir que des congés payés tout au long de l'année.

«Calculer le nombre l'impact réel d'un jour de congé en plus ou en moins sur l'économie est très difficile» résume Ronan Mahieu de l'Insee, qui rappelle que tous les travailleurs ne prennent pas tous les congés auxquels ils ont le droit.

Comme très souvent en économie, l'approche que l'on a des congés payés et de leurs supposés avantages ou inconvénients pour l'économie dépend de la sensibilité de celui qui analyse. *«La gauche aura tendance à être pour un partage du temps de travail, tandis que la droite va encourager la recherche de la compétitivité»* analyse Vincent Touzé.

Existe-t-il un nombre idéal de congés payés pour l'économie? Sans doute pas, d'autant plus qu'un nombre légal minimum de jours de congés ne correspond pas aux jours de congés effectivement pris par les travailleurs, entre ceux qui ne prennent pas toutes leurs vacances et ceux qui travaillent dans des secteurs ou des entreprises qui proposent le double du minimum.

La solution réside peut-être dans une approche beaucoup plus flexible des congés et plus généralement du temps de travail. *«On peut imaginer un contrat de travail de 30 heures hebdomadaires minimum avec des ajustements en fonction de l'activité économique et des cahiers de commandes»*, essaie Vincent Touzé.

Ou encore imaginer un avenir avec un nombre de vacances illimité, comme les entreprises IBM ou Netflix. Le principe? Laisser ses employés prendre autant de vacances qu'ils veulent tant que le travail est fait en temps voulu. Une méthode qui semble porter ses fruits.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 25 juillet 2013

Tunisie. Grève générale au lendemain du meurtre de Brahmi. (26.07)

Des centaines de personnes ont manifesté hier à Tunis. Les partisans de l'opposant accusent les islamistes au pouvoir d'être derrière l'assassinat.

La principale centrale syndicale tunisienne (UGTT) a appelé à une grève générale vendredi 26 juillet après l'assassinat du député de l'opposition de gauche Mohamed Brahmi, abattu jeudi près de Tunis.

L'UGTT a annoncé dans un communiqué une grève générale vendredi après ce "*crime odieux*" et en réponse, la compagnie Tunisair et sa filiale Tunisiar Express ont annoncé l'annulation de tous les vols programmés vendredi.

Après l'assassinat de Mohamed Brahmi, abattu jeudi près de Tunis, des centaines de personnes ont manifesté dans le centre de la capitale et en province, notamment à Sidi Bouzid, région natale du député, dont la famille et les partisans accusent les islamistes au pouvoir d'être derrière le meurtre.

La nouvelle a secoué les Tunisiens en cette journée chômée marquant le 56e anniversaire de la République et des centaines de personnes ont afflué dans le centre de la capitale pour dénoncer l'assassinat, accusant eux aussi le parti Ennahda, qui a démenti toute implication.

Six mois après l'assassinat de Chokri Belaïd

Cet assassinat intervient près de six mois après celui de Chokri Belaïd, une autre figure de la gauche tunisienne. Sa famille avait aussi accusé Ennahda, qui avait là aussi démenti toute implication. Le pouvoir avait imputé ce crime à un groupuscule islamiste radical.

A l'étranger, la France, les Etats-Unis, la Suisse, l'Algérie et le Parlement européen ont dénoncé l'assassinat et la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay a demandé "*une enquête rapide et transparente*".

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton a condamné "*avec la plus grande fermeté*" l'assassinat, et appelé la Tunisie à une "réponse citoyenne et pacifique" à ce meurtre.

"*Mohamed Brahmi a été assassiné par balles au sortir de son domicile*", a laconiquement annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, sans préciser les circonstances.

Corps criblé de balles

Selon la télévision nationale Watanya et l'agence officielle TAP, Mohamed Brahmi, coordinateur général du Mouvement populaire et membre de l'Assemblée nationale constituante (ANC), a été assassiné par balles devant son domicile dans la région de l'Ariana, au nord de Tunis.

"*Son corps a été criblé de balles devant son épouse et ses enfants*", a déclaré à la radio, Mohsen Nabti, membre du bureau politique du Mouvement populaire. D'après la télévision, il a été abattu par onze balles tirées à bout portant par des inconnus.

Homme rond à la moustache touffue et au teint basané, Mohamed Brahmi, 58 ans, avait été élu député à Sidi Bouzid, le berceau de la révolution qui a renversé le régime de Ben Ali en 2011.

Cet homme très critique des islamistes avait démissionné le 7 juillet de son poste de secrétaire général du Mouvement populaire, mouvement qu'il a fondé, en déclarant que sa formation avait été infiltrée par les islamistes.

"*J'accuse Ennahda*"

Sa famille a imputé l'assassinat au parti au pouvoir. "*J'accuse Ennahda*", a déclaré en pleurs Chhiba Brahmi, la soeur du défunt, sans avancer de preuves.

Dans une déclaration à l'AFP, le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi a rejeté ces accusations affirmant que les commanditaires veulent mener le pays vers une "*guerre civile*" et "*perturber la transition démocratique*".

Dans une allocution télévisée, le président tunisien Moncef Marzouki a parlé d'une "*deuxième catastrophe nationale*" après la mort de Belaïd.

"*Les responsables de ce drame veulent montrer que la Tunisie (...) peut basculer elle aussi [dans la violence, NDLR], ils veulent démontrer que le Printemps arabe a échoué*", a déclaré le chef de l'Etat en référence à l'Egypte où des violences meurtrières ont lieu depuis le renversement par l'armée le 3 juillet du président islamiste.

Le chef du gouvernement Ali Larayedh a appelé les Tunisiens au calme, soulignant que cet assassinat "*ne doit pas être exploité pour semer le trouble et inciter les Tunisiens à s'entretuer*".

Tirs de gaz lacrymogènes

"*La Tunisie est libre, dégagez les Frères*", ont scandé des manifestants dans la capitale, en référence aux relations étroites entre Ennahda et la confrérie des Frères musulmans en Egypte.

"*Ghannouchi assassin*", "*Ennahda doit tomber aujourd'hui*", "*l'Assemblée constituante doit être dissoute*", ont-ils crié sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre-ville aussitôt la nouvelle de l'assassinat connue.

Après une accalmie à l'heure de rupture du jeûne de ramadan, les manifestations ont repris dans la soirée et la police a tiré des gaz lacrymogènes quand ils ont voulu installer une tente pour un sit-in "*jusqu'à la chute du pouvoir islamiste*".

A Sidi Bouzid, les manifestants ont envahi le siège du gouvernorat et incendié des bureaux. Là aussi, la police a dispersé les manifestants à coup de bombes lacrymogènes.

Dans la même région, à Menzel Bouzaïane, les manifestants ont saccagé les locaux du parti islamiste en criant "*A bas les obscurantistes, Ennahda et salafistes*", en référence aux groupes islamistes radicaux.

Un complément AFP de la veille.

Un ministre tunisien a affirmé mercredi à la presse que les commanditaires de l'assassinat, le 6 février, de l'opposant Chokri Belaïd, avaient été identifiés.

"*Nous avons identifié les commanditaires et les auteurs de l'assassinat de Chokri Belaïd*", a dit le ministre conseiller politique du chef du gouvernement tunisien, l'islamiste Noureddine B'hiri, à l'issue d'une réunion du conseil des ministres.

M. B'hiri a ajouté que les détails seraient révélés "*bientôt*" par le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou, sans donner de date.

Le meurtre de Chokri Belaïd, un critique virulent du parti islamiste Ennahda au pouvoir, a été imputé fin février à un groupuscule islamiste radical par le chef du gouvernement Ali Larayedh, alors ministre de l'Intérieur

Les autorités tunisiennes ont publié le 13 avril les photos de cinq hommes soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de cet opposant et lancé un appel à témoins pour les retrouver

Un communiqué du ministère de l'Intérieur identifiait Kamel El Gathgathi, 39 ans, comme principal suspect et évoquait quatre complices: Ahmed Rouissi (46 ans), Salmane Marakchi (30 ans), Marouane Ben Haj Salah (33 ans) et Ezzedine Abdelaoui (38 ans). AFP 24.07

Commentaire.

Apparemment il fallait leur laisser le temps de commettre un nouveau crime, ils sont donc complices.

Un article Reuters du 28 juillet 2013

L'opposition tunisienne parle de nommer un gouvernement de salut. (29.07)

L'opposition laïque tunisienne, indignée par l'assassinat de deux hommes politiques de ses rangs depuis février, a déclaré dimanche qu'elle envisageait la mise sur pied d'un "*gouvernement de salut*" alternatif, défiant le cabinet actuel, dominé par les islamistes d'Ennahda.

"Nous allons nous réunir ce soir pour évoquer la création d'un nouveau gouvernement de salut, et nous envisagerons de nommer un Premier ministre destiné à remplacer ce gouvernement, qui a échoué", a déclaré Djilani Hammami, l'un des dirigeants de la coalition du Front du salut, par ailleurs à la tête du Parti des travailleurs.

"Il ne fait plus aucun doute qu'il (le gouvernement en place) a fait son temps et aurait dû s'incliner", a-t-il ajouté.

Si l'opposition s'accordait sur un tel gouvernement alternatif, cela marquerait une escalade de la part du camp laïque, qui estime n'avoir aucun intérêt à une quelconque réconciliation avec Ennahda.

Jeudi dernier, une personnalité de l'opposition de gauche laïque, Mohamed Brahmi, a été assassiné, six mois environ après un autre opposant du même bord, Chokri Belaïd, tué devant chez lui début février.

L'opposition impute l'assassinat de Brahmi à Ennahda et des manifestations de colère ont éclaté dans la capitale Tunis ainsi que dans des villes de province.

Le porte-parole de l'Assemblée nationale constituante, chargée de rédiger une nouvelle Constitution, avait dit pourtant samedi que le gouvernement envisageait un nouvel accord de partage du pouvoir avec ses alliés laïques.

"La tendance est d'aller vers un élargissement de la base du pouvoir", avait déclaré Mofdi Mseddi sur les ondes de la radio Shems FM.

En vertu d'un accord de partage du pouvoir conclu en novembre 2011, dix mois après la chute du président Zine Ben Ali, les islamistes d'Ennahda tiennent le gouvernement et deux partis de centre-gauche, le Congrès pour la République et Ettakatol, occupent respectivement la présidence et la présidence de l'Assemblée constituante.

L'assassinat de Chokri Belaïd en février avait débouché sur la démission du gouvernement d'Hamadi Jebali et la formation de l'actuel gouvernement dirigé par Ali Larayedh.

Le président du parlement, Moustafa Ben Jaafar, a appelé les députés qui se sont retirés de l'assemblée constituante à revenir sur leur décision.

"Il n'est pas rationnel de jeter l'éponge à quelques mètres de la ligne d'arrivée", a-t-il dit dans une allocution télévisée.

A la date de dimanche, le nombre de parlementaires qui ont claqué la porte de l'assemblée constituante était de 70, sur un total de 217 sièges, selon une personnalité de l'opposition, Khamis Ksila.

Ils comptent observer un sit-in sur la place devant le parlement, bien que la police les en ait délogés samedi soir.

"Il s'agit d'un sit-in ouvert et nous ne partirons pas tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites. Nous tiendrons le gouvernement pour responsable de toute agression nous visant, tout comme du sang répandu", a ajouté Ksila.

Le sit-in a débuté à cet endroit samedi, après les obsèques de Mohamed Brahmi, qui ont attiré des milliers de personnes.

Dimanche, des manifestants pro- et anti-gouvernementaux, agitant des drapeaux rouges tunisiens, se sont rassemblés à des bords opposés de la place, que gardaient plusieurs dizaines d'agents des services de sécurité en uniforme noir.

On ne signalait aucun acte de violence, mais le ministère de l'Intérieur a demandé à l'un des deux groupes de s'éloigner d'un secteur afin d'éviter tout débordement.

Plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition ont entonné l'hymne national et ont crié "*Dégagez!*" à leurs adversaires. Une foule plus réduite, de quelques dizaines de partisans d'Ennahda, a riposté en scandant: "*Respecter la légitimité du gouvernement est un devoir!*"

Commentaire.

Rompre avec le régime, avancer vers l'institution d'un double pouvoir n'est possible qu'en appelant les masses à se mobiliser et à en prendre la direction avec ses partis, les syndicats à y participer tout en appelant à la grève générale. Sans la mobilisation et l'organisation des masses une telle initiative ne dépassera pas le stade des bonnes intentions...

Un article Slate.fr du 27 juillet 2013

De faux souvenirs ont été implantés dans la mémoire d'une souris. (31.07)

C'est une première réalisée par le MIT. De faux souvenirs de peur ont été implantés dans le cerveau d'une souris et elle a ensuite réagi comme s'ils étaient réels. Une révolution dans la compréhension des mécanismes de la mémoire.

L'expérience est aussi simple que le résultat est stupéfiant. Au premier jour, prenez une souris et placez la dans une chambre A. Laissez la explorer ce lieu nouveau pour elle, histoire qu'elle en grave les détails dans sa mémoire.

Placez la, le second jour, dans une chambre B très différente de la chambre A. Lorsqu'elle en a pris connaissance, appliquez-lui des décharges électriques sur les pattes via le sol de la pièce. Bon, ce n'est pas très «animal friendly» mais, bon, c'est juste pour faire peur à la souris... Et cela ne lui fait pas très mal, paraît-il.

Au moment où les chocs électriques sont appliqués, et c'est là que cela se complique un peu, les chercheurs utilisent de la lumière pour activer les cellules qui enregistrent la mémoire de la chambre.

Le troisième jour, vous remplacez la souris dans la chambre A, celle qui est inoffensive. Et voici que la souris est pétrifiée de peur alors qu'elle n'a jamais reçu de chocs électrique dans ce lieu. En fait, de faux souvenirs ont été implantés dans sa mémoire. C'est ce qui la conduit à confondre la chambre A avec la chambre B.

Il arrive rarement qu'une expérience laisse pantois. Celle-ci fait partie de ces avancées qui signifient que la science a réalisé une rupture, un breakthrough, disent les anglophones. Et quelle rupture !

Pour la première fois, les chercheurs du MIT ont réussi à localiser le siège biologique, dans le cerveau de la souris, de la mémoire d'un événement précis, la visite de la chambre A. Ils ont ensuite réussi à activer artificiellement cette mémoire au moment où la souris se trouvait dans la chambre B. Dans le cerveau de l'animal, le décor de la chambre A a ainsi remplacé celui de la chambre B. D'où sa peur lorsqu'elle s'est retrouvée dans la chambre A.

Les chercheurs ont également pu démontrer que la fausse mémoire entrait en compétition avec le véritable souvenir de la chambre B. En effet, l'animal, replacé dans cette chambre, est également pétrifié de peur... mais moins qu'une souris qui n'a pas subi l'implantation d'un faux souvenir.

Immédiatement après le rappel du faux souvenir, les chercheurs ont enregistré une activité neuronale élevée dans l'amygdale, le siège de la peur dans le cerveau, qui reçoit des informations provenant de l'hippocampe. Ce niveau d'activité se trouve être le même que celui que reçoit l'amygdale lorsque la souris se rappelle du vrai souvenir...

Susumu Tonegawa, professeur de biologie et de neurosciences et principal auteur de l'article publié dans Science le 25 juillet 2013 qui relate cette expérience et qui fait la couverture du magazine, note que «*qu'il s'agisse d'un faux ou d'un vrai souvenir, les mécanismes neuronaux sous-jacents du rappel d'un souvenir sont les mêmes*».

Ainsi, brutalement, le film Total Recall passe de la pure science-fiction à la presque réalité. D'où des questions éthiques et philosophiques dont l'intensité est au moins égale à celle de l'émerveillement que suscite une telle avancée de la biologie.

Commentaire.

Selon vous dans quel objectif financent-ils de telles recherches qui confinent on l'aura bien compris à la manipulation de la mémoire d'une personne à son insu pour objectif de sa part une réaction programmée ? En quoi cela aurait-il un rapport avec le capitalisme ? Aucun apparemment. Cela n'aurait-il pas plutôt à voir avec leur volonté d'exercer un contrôle toujours plus grand sur la population et ses réactions, le mondialisme ?

Un article publié le monde.fr du 31 juillet 2013

La CGT recrute un directeur de la communication par petite annonce (01.08)

"La CGT recherche un(e) directeur(trice) de la communication". Cette petite annonce a été publiée dans l'Humanité daté du mardi 30 juillet, et elle passe d'autant moins inaperçue qu'elle est la seule à côté d'une autre annonce classée du Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne...

Le texte définit d'emblée le profil du poste – une création – et fait aussi l'objet d'un appel à candidatures en interne qui a été lancé lundi 29 juillet : "*Sous l'autorité politique du membre du bureau confédéral chargé de la communication et de l'information de la CGT [en l'occurrence Agnès Naton, directrice de la Nouvelle vie ouvrière], vous aurez pour mission de participer à la définition de la stratégie de communication globale de la Confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT.*"

Les compétences requises ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles que pourrait rechercher une grande entreprise pour un poste équivalent : "*Poste accessible avec un diplôme d'école spécialisée en communication et en relations publiques (CELSA, Ircom, EFAP, ISCOM, ISERP...), de formation supérieure de type IEP ou écoles de commerce avec une spécialisation en communication ou d'un diplôme universitaire bac+5 et plus (master professionnel, master spécialisé...) en communication ou dans les relations publiques.*" Bref, la CGT recrute à très haut niveau.

Pour Mohamed Oussedik, qui assure, en cette fin juillet, la permanence du bureau confédéral, il s'agit de "*mettre un peu de cohérence, un peu d'ordre*" dans la communication en dotant la confédération d'un directeur ou d'une directrice. Le responsable pilotera l'ensemble du département communication, composé de trois pôles : les relations avec la presse (actuellement assurées par Jacques Delallée, sans qu'on sache si l'intéressé conservera cette fonction), le numérique et la presse confédérale. Chaque pôle continuera à avoir son propre responsable.

"*On cherche un vrai professionnel de la communication pour piloter le département, précise Mohamed Oussedik. Après, il y a un pilotage politique qu'on assure au niveau du bureau confédéral.*" L'annonce insiste en conclusion sur le fait que le poste "*s'adresse à des profils confirmés justifiant d'expérience significative en communication interne et externe ainsi qu'en management*". Management, vous avez dit management ? Les candidatures sont à adresser directement au siège de la CGT à Montreuil.

Commentaire.

En quoi cette S.A. a-t-elle encore quelque chose à voir avec un syndicat ouvrier ? Ne rigolez pas, aussi pourri soit-il jusqu'à l'os ils y tiennent et personne ne songerait à créer un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat. C'est ainsi que le mouvement ouvrier creuse sa propre tombe.